

**RAF/92/G32 - LUTTE CONTRE LA POLLUTION ET AUTRES MESURES
POUR PROTEGER LA BIODIVERSITÉ DU LAC TANGANYIKA**

Rapport des Progrès No.8

Décembre 1997- Février 1998

NRInternational

Table des matières.

| | |
|---|-----------|
| 1. UNITÉ DE COORDINATION DE PROJET | 3 |
| 1.1 Coordinateur du Projet et Officier de Liaison Scientifique | 3 |
| 1.2 Chef Technicien | 7 |
| 1.3 Station de Kigoma | 7 |
| 1.4 Station de Mpulungu | 9 |
| 2. RAPPORTS DES GROUPES D'ETUDES SPÉCIALES | 13 |
| 2.1 Rapport des Progrès: Décembre 1997 - Février 1998 de l'Etude Spéciale de "Biodiversité" et des " Activités de Conservation" | 13 |
| 2.2 Rapport des Progrès: Décembre 1997 - Février 1998 de l'Etude Spéciale sur les "Pratiques de Pêche". | 17 |
| 2.3 Rapport des Progrès: Décembre 1997 - Février 1998 de la Composante Légale | 19 |
| 2.4 Rapport des Progrès: Décembre 1997-Février 1998 de l'Etude Spéciale sur la " Décharge de Sédiments et ses Conséquences" | 24 |
| 2.5 Rapport des Progrès: Décembre 1997- Février 1998 de l'Etude Spéciale sur la 'Pollution et ses Conséquences sur la Biodiversité du Lac Tanganyika' | 30 |
| 2.6 Rapport des Progrès: Décembre 1997- Février 1998 des Composantes de Socio-économie et d' Education Environnementale | 35 |
| 3. APPENDICE 1 | 37 |

1. Unité de Coordination de Projet

1.1 Coordinateur du Projet et Officier de Liaison Scientifique

1.1.1 Résumé

Le projet tout entier, ce trimestre, a été marqué par la Réunion de l'Examen Tripartite (TPR) et par la deuxième réunion du Comité de Direction du Projet (RCD). Celles-ci ont enfin offert la chance aux états participants, à UNOPS, au FEM, au PNUD et à l'UCP de se pencher sur les progrès du projet et d'élire des priorités qui occuperaient les douze prochains mois. Plutôt que d'en donner le résumé ici, nous avons choisi d'insérer les comptes-rendus de ces réunions dans la première Appendice afin de toucher un maximum de gens. Ainsi ils serviront d'aide mémoire à tous les intéressés pour leur rappeler les engagements et les obligations du Projet pour l'année qui vient.

L'essentiel desdites réunions a été préparé à Lusaka en décembre, lors du face à face des Coordinateurs Nationaux et autres délégués de chacun des quatre pays riverains avec l'UCP et autres porte-paroles du projet. Cette réunion avait pour objet d'examiner et de réviser les conclusions et les recommandations présentes dans l'avant-projet du REPP dans la perspective de l'Examen Tripartite et de la RCD. Les délégués y ont également discuté la mise en oeuvre du Plan d'Action Stratégique (PAS) et son rapport au Cadre Légal pour la Coopération Régionale du projet. Un rapport plus détaillé du processus du PAS est inclu dans la section 1.1.1 ci-après.

Un événement d'importance stratégique pour le projet tient au départ imminent de Kigoma, prévu pour début mai, de l'Officier de Liaison Scientifique pour le Burundi où elle fera en sorte que les activités dans la région francophone rattrapent le retard accumulé aussi vite que possible, conformément aux recommandations de l'ET/RCD. Les préparatifs de transfert de sa base opérationnelle sont en cours.

On note de bons progrès dans la plupart des composantes du projet ce trimestre. On retient en particulier, à cause de ses répercussions à la portée décisive sur la conservation du Lac Tanganyika, le premier vrai atelier Légal et Institutionnel du Projet. Il a eu lieu en février à Lusaka et regroupait des envoyés de tous les quatre pays. Aux Coordinateurs Nationaux, s'ajoutaient des délégués sélectionnés dans divers services gouvernementaux compétents dans les domaines de la loi et des politiques. Le haut de l'échelle hiérarchique des quatre gouvernements était représenté à l'atelier ce qui prouve l'importance accordée à cette composante du projet par les pays riverains. Les deux objectifs principaux de l'atelier consistaient à atteindre un consensus général sur les domaines et le type d'éléments que contiendrait un quelconque Accord futur entre les quatre états, et de s'entendre sur une marche à suivre pour rédiger et négocier cet Accord. L'Atelier a triomphé de ces deux tâches parmi d'autres, et a été applaudi à l'unanimité.

L'étude Spéciale de Sédimentation a procédé à une croisière d'échantillonnage à bord du RV Explorer pour prélever des carottes-échantillons de sédiments sur les côtes tanzanienne et burundaise. Les équipes internationales comprenaient des membres de toutes les quatre nations riveraines; elles ont cartographié la bathymétrie et déployé des carottiers dans des sites fortement affectés et relativement intacts présentant des caractéristiques géomorphologiques similaires pour mesurer l'impact de l'activité humaine sur les taux de sédimentation dans le bassin du Lac Tanganyika.

Les équipes socio-économiques et des pratiques de pêche ont effectué des Evaluations Rurales Rapides (ERR) à l'intérieur et autour du Parc National des Montagnes de Mahale, de Kasulu et d'Uvinza. La mission de Mahale nous a permis de mieux comprendre les problèmes associés à l'utilisation des sols et aux ressources, à l'intérieur et aux alentours d'un parc aquatique. Celle de Kasulu-Uvinza, en revanche, a pénétré plus avant dans le bassin du Tanganyika et dans les zones affectées par les réfugiés; elle y a exploré les pratiques d'utilisation des sols et y a entamé l'évaluation institutionnelle en profondeur approuvée à la RCD. En Zambie, la Troupe de Théâtre du Lac Tanganyika a fait une tournée dans les villages du littoral en jouant une pièce qui mettait en relief les questions traitées par le projet. A ceci, a succédé une réunion des chefs de villages longue de trois jours et couronnée de succès. Ceci a à son tour débouché sur quelques 111 visites de villages par les équipes du projet et sur la création de quelques 45 comités villageois de l'environnement.

Le Ministre de l'Agriculture du Burundi a octroyé un espace administratif au PBLT dans le complexe des Pêcheries de Bujumbura. Ces locaux composés d'une bibliothèque/salle d'informatique, d'un laboratoire limnologique, d'un laboratoire biologique, d'un musée d'aquariophilie et de bureaux administratifs serviront à coordonner les activités de projet dans la partie nord du lac. On a engagé une aide administrative et l'on est en train de recevoir les fournitures.

Egalement au Burundi, l'étude spéciale de Biodiversité a enclenché le processus de recrutement d'un coordinateur pour l'étude à l'Université du Burundi et a entamé les activités de relevés dans le delta du Ruzizi.

Sous le couvert de l'étude spéciale de Pollution, le second laboratoire limnologique du Projet dans la région - à Mpulungu en Zambie - a été meublé et équipé. La surveillance préliminaire des facteurs physiques, de la pollution chimique, et de la diversité associée du biote microscopique dans les eaux libres et dans les sites de substrat du littoral a débuté - dans la Baie de Mpulungu et aux sites moins affectés de la région de Nsumbu. En Tanzanie, le Dr Francis Chale, un éminent spécialiste en limnologie a été engagé pour y superviser le travail sur la pollution, alors que Nicki Wiltshire qui s'est bien intégrée et qui fournit un excellent travail de soutien s'apprête à rejoindre Mpulungu.

Le C de P et l'OLS ont rencontré le Coordinateur du Projet de Recherche du Lac Tanganyika lors de sa venue à Kigoma, pour discuter des possibilités de synthétiser les programmes de surveillance du Projet.

L'OLS a pris trois semaines de congés.

En plus de ses trois déplacements à Lusaka pour participer aux réunions mentionnées ci-avant, le Coordinateur de Projet s'est aussi rendu à Kigoma du 2 au 9 janvier afin d'aider à préparer la croisière de sédimentation, la SLO étant absente.

1.1.2 Plan d'Action Stratégique

L'objectif immédiat numéro un du document de projet est comme suit "...mettre en place un plan de gestion régionale à long terme pour lutter contre la pollution et pour conserver et sauvegarder la biodiversité dans le Lac Tanganyika."

Depuis que le document de projet a vu le jour, les idées de planification qu'incorporait l'objectif immédiat ont été aspirées par la capsule-concept d'un Plan d'Action Stratégique - PAS. On a reconnu qu'il était fondamental de reprendre les plans de gestion continuellement au fur et à mesure des changements de circonstances, un plan définitif serait un non-sens. Ce que le PAS instaure par conséquent, est un processus de planification et de gestion approuvé qui classe l'ordre de priorité d'interventions initiales informées par les connaissances à disposition.

La présentation de ce concept repensé au personnel du projet et plus généralement aux planificateurs des quatre pays membres a suivi la préparation et la distribution du "Document Consultatif pour le Plan d'Action Stratégique Préliminaire"(février 1997).

On a fait suivre ceci par un bref exposé à la Réunion de Coordination Technique de Bujumbura en septembre.

1.1.2.1 Le Programme du PAS

La première réunion régionale à se pencher sur le concept du PAS a été celle des Coordinateurs Nationaux à Lusaka les 18 et 19 décembre. Nicholas Hodgson a dirigé l'exposé en collaboration avec Vicki Cowan.

Le processus élu de développement du PAS a été sanctionné par la présente assemblée qui a proposé un calendrier de réunions nationales et régionales, dont la plus importante aura lieu en mars 1999 et lors de laquelle on remettra la version Finale à signer aux délégations des quatre pays. La réunion a convenu qu'on présenterait le programme modifié à la Réunion du Comité de Direction devant succéder à l'Examen Tripartite de janvier 1998.

L'Examen Tripartite et la Réunion du Comité de Direction se sont réunis respectivement les 19 et 20 janvier. Nicholas Hodgson a servi de porte-parole à l'Examen Tripartite et a fait l'exposé du programme modifié du PAS, basé sur les conclusions de la Réunion des Coordinateurs Nationaux.

Le Comité de Direction a avalisé le calendrier suivant, reprogrammant la première réunion Régionale du Comité Consultatif de Conseil Technique pour avril.

Mars 1998: Convocation des Groupes de Travail Nationaux

Groupes de Travail Nationaux, deux jours par pays

Avril 1998: Convocation du Comité Consultatif de Conseil Technique

Comité Consultatif de Conseil Technique Régional, deux jours

Mai 1998: Examen du Problème Sectoriel National

Groupes de Travail Nationaux, cinq jours par pays

Août/Septembre 1998: Examen des Priorités et des Stratégies Nationales pour l'Environnement

Groupes de Travail Nationaux, cinq jours par pays

Octobre 1998: Analyse Diagnostique Transfrontières

Comité Consultatif de Conseil Technique Régional, cinq jours

Janvier 1999: Avant-projet du Plan d'Action Stratégique

Comité Consultatif de Conseil Technique Régional, cinq jours

Mars 1999: Signature du Plan d'Action Stratégique

Réunion Extraordinaire du Comité de Direction et des Ministres des Etats Riverains, trois jours

1.1.3 Objectifs du Prochain Trimestre

4. Faire avancer le processus du PAS par le biais:
 - Des Réunions des Groupes de Travail Nationaux dans les quatre pays pour définir des termes de mandats dans le contexte du PAS pour lesdits Groupes de Travail Nationaux, déterminant les besoins de membres supplémentaires ou de remplaçants, ainsi que l'allocation de tâches spécifiques à accomplir.
 - D'une réunion régionale pour le Comité Consultatif de Conseil Technique destinée à nouveau à définir des termes de mandats en vue de la préparation du PAS et anticipant les besoins de restructuration interne.
 - Du projet qui recrutera un planificateur supplémentaire à titre de facilitateur dans les pays francophones qui travaillera avec les groupes de travail nationaux congolais et burundais, et qui apportera son concours aux négociations dans la région.
2. Commencer à réhabiliter les locaux du CRH/Uvira
3. Accroître les activités de projet au Burundi et dans la R.D du Congo en organisant des mini ateliers pour chaque étude spéciale.

1.2 Chef Technicien

Le reste du matériel informatique et de radio VHS a été commandé et expédié aux stations riveraines. Les canots gonflables et les moteurs hors-bord ont été achetés et envoyés au Burundi et dans la R. D du Congo. Les décisions définitives ont été prises quant à l'acquisition des radios HF et des bateaux utilitaires destinés au travail d'étude spéciale prochain. On a acheté un pick-up 4 roues motrices que l'on a expédié à Bujumbura, et l'on a recommencé à s'occuper de transit de la voiture entreposait à Kigoma à destination d'Uvira.

La station de Bujumbura est maintenant équipée d'un système Email. L'adresse électronique est la suivante: [ltbpbuja@cbinf.com].

Le site web du PBLT a bien progressé. Les questions d'implantation du réseau internet et de production de CD-Rom sont en cours d'examen. La date limite de mise en fonctionnement du site web est prévue pour la mi-mai 1998.

D'autres discussions ont eu lieu avec le responsable du projet d'enseignement à distance du PNUD/FEM auquel participe le PBLT.

On a actualisé l'inventaire du matériel de projet des stations tanzanienne et zambienne. On procèdera pareillement pour Bujumbura et Uvira une fois que l'équipement sera livré. Pour obtenir la base de données du document de projet récemment compilée il faut s'adresser à l'UCP.

Le Chef Technicien a passé une semaine au bureau du projet à Dar es Salaam, quatre jours au NRI au R-U et une semaine à Bujumbura. Il a également pris trois semaines de vacances pendant cette période.

1.2.1 Objectifs du Prochain Trimestre

2. Finir d'installer et de standardiser l'équipement informatique dans tous les pays riverains.
3. Commander les radios HF et les bateaux utilitaires pour les stations de terrain
4. Publier la première édition de Lakeside, le bulletin d'informations du PBLT
5. Installer le site web du PBLT sur le réseau Internet/CD-Rom.

1.3 Station de Kigoma

1.3.1 Activités

Bailey-Watts, Chris Foxall et Francis Chale sont restés à la station du 1er au 12 décembre. Ils ont installé Melle Nikki Wiltshire à son poste de facilitateur pour l'Etude Spéciale de Pollution en Tanzanie et en Zambie, discuté de la possibilité de faire contribuer Chale à l'ESP à long terme, et ont continué le programme d'échantillonnage et de formation.

Claude Mung'ong'o et Batholomew Tarimo ont dirigé plusieurs missions d'Evaluations Rurales Rapides venues de Kigoma. Ils se sont rendus au Parc National des Montagnes de Mahale pour se rendre compte de la nature des rapports qu'entretenait un parc terrestre doublé d'un parc aquatique avec les villages environnants. Les missions ultérieures de Kasulu et d'Uvinza ont pénétré plus avant dans le bassin du Tanganyika ainsi que dans les zones affectées par le problème des réfugiés et y ont examiné les pratiques d'utilisation des sols.

Nikki Wiltshire est arrivée à Kigoma le premier décembre, où elle a entamé un contrat de 15 mois en qualité de facilitateur d'activités d'Etude Spéciale de Pollution à Kigoma et à Mpulungu. Elle s'est rendue à Mpulungu du 21 janvier au 22 février pour aider Alex Kirika à y installer le laboratoire.

Francis Chale est revenu à Kigoma le 17 février pour superviser les Activités de l'Etude Spéciale de Pollution pour la Tanzanie. Il a repris le programme d'échantillonnage en cours pour y inclure les coupes transversales d'une gamme de sites allant de zones fortement affectées à des zones pélagiques et à celles moins affectées du nord et du sud de la Baie de Kigoma. Il forme parallèlement le personnel de TAFIRI en analyses chimiques, et il coordonne les analyses de pesticides et de métaux lourds avec les autres institutions tanzaniennes.

Le Projet de Recherche du lac Tanganyika (LTR) en passe de commencer sa phase de surveillance, réduit ses effectifs. George Hanek, le Coordinateur de Projet, a passé le 16 et 17 février à Kigoma pour discuter de la synthèse de nos programmes d'échantillonnage et de surveillance.

La régie d'électricité tanzanienne, TANESCO, est une source majeure de pollution dans la Baie de Kigoma. Un accord avait été passé selon lequel le PBLT assumerait le coût d'employer des ouvriers temporaires, chargés de vider et de recycler les résidus de carburant des cuves de stockage afin d'éviter de contaminer massivement le lac, le temps que le PBLT et TANESCO trouvent une solution durable au problème. Ceci a duré deux mois. Le PBLT a maintenant entrepris d'en référer aux Services des Eaux et Forêts et des ressources renouvelables pour qu'ils interviennent au nom de l'environnement.

Hudson Nkotagu et Mme Mbwambo sont allés à Gombe à la mi-décembre pour poursuivre leur programme de relevés pluviométriques et de décharge de sédiments.

La croisière de sédimentation internationale du 6 au 28 janvier, réunissant aussi des scientifiques africains des quatre nations riveraines, a collecté des données bathymétriques et prélevé des carottes-échantillons dans des deltas donnés dans les eaux tanzaniennes et burundaises. Ces échantillons serviront à analyser les variations évolutives sédimentaires, comme résultantes de la pression démographique.

TAFIRI a accueilli trois nouveaux chercheurs, M. Longinus Tegulirwa, M. Prosper Mfilinge et Melle Salome Shayo qui coopèreront aux Etudes Spéciales de Pollution et de Biodiversité.

Le PBLT a engagé un agent administratif, M. James Bahati, pour la Station de Kigoma.

1.3.2 Objectifs du prochain trimestre:

1. Tonifier l'Etude Spéciale de Biodiversité par des contributions de nouveaux chercheurs.
2. Faire avancer le problème TANESCO de pollution, rencontrer les délégués des Microprojets du PNUD de Kigoma pour chercher des solutions à long terme.

1.4 Station de Mpulungu

1.4.1 Général

Les réalisations suivantes occupent le devant de la scène ce trimestre:

- La réunion des Chefs de Villages, sur l'Education Environnementale;
- La tournée des représentations de la Troupe de Théâtre Locale dans tous les villages du littoral, mettant en scène le besoin de conservation;
- La constitution de 45 comités de villages le long des bords du lac;
- La mise à exécution d'un arrêté des chefs de villages interdisant de pêcher le *kapenta* à la moustiquaire;
- La décision individuelle de plusieurs comités de villages de fermer une partie de leurs pêches;
- L'installation du laboratoire;
- L'inauguration d'un programme d'échantillonnage de la pollution;
- Le tracé sous l'eau de nombreux profils de substrats.

1.4.2 Déplacements

Catherine O'Reilly

Est arrivée à Liemba courant décembre pour repérer des sites destinés à son étude sur la production benthique primaire à des endroits affectés et intacts. Les sites ont été retenus et des échantillons y ont été prélevés afin d'être analysés plus amplement.

Nikki Wiltshire et Alex Kirika

Sont venus respectivement pour quatre et deux semaines en janvier-février pour installer le laboratoire et amorcer un programme d'échantillonnage pour les études de pollution. Ces deux activités ont été menées à terme convenablement, et le programme d'échantillonnage suit son cours.

Shadreck Nsongela

Est venu ici début janvier pour deux semaines pour diriger l'organisation de la réunion des chefs de villages et la tournée de la troupe de théâtre: réussite de l'une et de l'autre.

Chris Kashinga

Est venu une semaine courant février pour s'entretenir des études de pollution avec Nikki Wiltshire.

1.4.3 Activités

Remise à neuf du Laboratoire

Complétée. L'équipement est maintenant en place et le laboratoire est opérationnel et en fonctionnement.

Programme E.E.

La Troupe de Théâtre du Lac Tanganyika a entrepris une tournée des villages du littoral du lac où elle a joué une pièce, à l'origine élaborée par Paul Vare et approfondie par la suite par Shadreck Nsongela. La mise en scène a mis l'accent sur la dégradation de l'environnement présente sur les bords du lac en insistant particulièrement sur la disparition du poisson et sur la pauvreté des prises; sur le besoin d'intervention pour enrayer la dégradation en cours, et sur le fait qu'il appartient aux habitants du littoral d'assurer leur propre avenir en prenant des mesures concertées et bien orientées.

Une réunion de trois jours des chefs de villages des bords du lac a immédiatement suivi cet événement à la mi-janvier. La réunion a d'abord commencé sans enthousiasme jusqu'à ce qu'un chef de village nous demande pourquoi nous n'annonçons pas les nouvelles mesures de conservation que nous comptons imposer, au lieu de tourner autour du pot. Après cette intervention, l'équipe qui s'était rendue aux trois lacs a raconté ce qu'elle avait vu, suscitant ainsi une discussion animée qui s'est soldée par un succès retentissant. Les chefs de villages ont décidé d'un commun accord de former un système hiérarchique de comités à trois niveaux (village, divisions et regroupements administratifs et lac). Ils ont élaboré davantage sur le nombre, la composition et les fonctions de ces comités, et ont convenu de commencer à les former sur le champ. Ils ont approuvé la nécessité de contrôler les pratiques de pêche préjudiciables et celle de prescrire l'utilisation de tel filet ou de telle méthode, à l'unanimité. De nombreux chefs de villages ont commencé à mettre cette décision à exécution sur leur chemin de retour de la réunion.

Il est advenu de cette réunion qu'en moins d'une semaine on nous rapportait la formation de comités de villages, et la saisie de matériel de pêche illégal. On nous signalait aussi des abus de pouvoir et des représailles, ainsi que des cas de corruption etc. Nous avons donc jugé nécessaire de dépêcher une équipe dans tous les villages de pêcheurs autour du lac afin de veiller à la consistance du message transmis à tous les pêcheurs, à la constitution des comités en bonne et dûe forme et à l'énonciation claire et précise des fonctions de ces comités. Deux équipes composées essentiellement de membres des Pêcheries mais aussi de délégués du corps enseignant, de la municipalité, du génie rural, et de la flore et de la faune ont passé 20 jours chacune sur le lac à visiter 111 villages et à élire 45 comités. De nombreux villages, jusqu'alors non officiels, ont

demandé à leurs chefs des chartes afin d'être reconnus à part entière et de nombreuses requêtes ont été considérées favorablement. Trois villages ont déclaré des zones de pêche fermée. A Kapata une partie de la baie a été interdite de pêche et à Kabwata et à Chisanse, les embouchures des rivières ont été protégées.

Une des résolutions des chefs de village a été de proscrire la vente du fretin de *kapenta* et d'interdire aux poissonniers le commerce de ces petits poissons. Cette initiative a abouti à la saisie de plusieurs sacs de *kapenta* de toute évidence trop petits, par le Service de la Pêche, les chefs de villages, la police etc.

Les rapports mentionnent que 90% de la population lacustre soutient ces activités, mais qu'elle a un maximum de questions à poser sur leur pratique, et que si elle doute de quelque chose c'est surtout du sérieux de notre engagement et de la durabilité de cette mesure. Il n'y a guère que 10% ou moins des pêcheurs du lac qui soient personnellement affectés par ces initiatives bien que plusieurs pêcheurs de *kapenta* se soient fait confisquer leurs filets, et que d'autres convertissent les leurs en filets à bascule ou en filets à bague.

Le hasard (sûrement) veut que la prochaine saison de pêche du *kapenta* s'annonce poissonneuse. Ceci est plus vraisemblablement attribuable aux pluies torrentielles cette année, mais notre cause a tout à y gagner.

Programme d'ESBIO

Après le départ de Paul Tierney, nous avons attaqué un programme de travail de relevés de l'île de Mbita et de la côte de Kapembwa. Ces activités ont eu lieu en décembre et en janvier, et les équipes ont cartographié les substrats, et inventoriés les espèces de poissons etc. Les rapports sont disponibles.

On a reçu du matériel nouveau qui a complété celui laissé par Paul. Deux fraîches recrues ont participé avantageusement à ces enquêtes, et bien qu'elles n'aient pas encore été initiées à la plongée, elles ont pu collaborer au travail de surface.

Programme d'Evaluation de la Pollution

Nikki Wiltshire ayant démarré ce travail, les prélèvements et les analyses hebdomadaires de routine vont bon train.

Prolongement de l'Embarcadère du Service de la Pêche

Les pierres étaient sorties de l'eau et bien empilées, le sable et les cailloux étaient sur place, 50 sacs de ciment avaient été achetés, et il s'est mis à pleuvoir. La plate-forme est maintenant sous deux mètres d'eau.

Collaboration locale

Le Chongolo Club (la section locale du National Conservation Club, particulièrement performant dans les écoles) et Ulungu Wane (société traditionaliste locale) continuent à me (le PBLT) solliciter d'adhérer à leurs associations.

1.4.4 Objectifs du prochain trimestre

1. Assister aux Réunions des Groupes de Travail et veiller à ce que les plans de travail et le PASP soient discutés à fond;
2. Aller examiner la question de Chisanse Beach sur place à Nsumbu, et discuter avec le gardien du parc à Kasama;
3. Mettre en route le programme de surveillance des activités d'échantillonnage et d'analyse destiné au personnel initié en Sédimentation, en Pratiques de Pêche et en ESBIO;
4. Différer le début du programme de SE;
5. Poursuivre le programme d'EE;
6. Remettre le Silver Shoal à neuf, s'assurer que la machine à souder fonctionne;
7. Obtenir des laissez-passer sans restriction pour les déplacements du personnel local en activité de projet.
8. Mettre au point les derniers détails de l'achat d'équipement pour le bureau.
9. Faire des provisions complètes pour le Silver Shoal et obtenir des moteurs hors-bord.

2. Rapports des Groupes d'Etudes Spéciales

2.1 Rapport des Progrès: Décembre 1997 - Février 1998 de l'Etude Spéciale de "Biodiversité" et des " Activités de Conservation"

2.1.1 Résumé de l'ensemble des progrès

Les activités ce trimestre ont visé à consolider les progrès accomplis sur le terrain le trimestre dernier. On a, à ces fins, rédigé les Termes des Mandats du coordinateur d'ESBIO, le Dr G. Ntakimazi, Professeur à l'Université du Burundi, et du chercheur permanent, M. Felix Nicayenzi. Ce dernier faisait partie de l'équipe régionale initiée à la plongée le trimestre précédent. Les équipes ont commencé à faire des relevés à Ruzizi, mais les retards de livraison de leurs combinaisons ont limité leurs activités. M. Nicayenzi et Vicki Cowan peuvent maintenant communiquer régulièrement entre Bujumbura (à partir du nouveau bureau), et Londres. Il faut en remercier le Dr Kelly West qui est à l'origine de la création du bureau de Bujumbura, et qui a aidé les équipes sur le terrain.

Les consultants internationaux continuent à préparer divers rapports techniques relatifs au programme de terrain. Ces rapports servent plusieurs causes notamment:

- ils permettent d'évaluer les procédures de formation et d'enquête;
- ils servent de guide pratique aux activités de terrain et garantissent des démarches consistantes au sein de chacune des quatre équipes riveraines;
- ils offrent l'exemple du type de rapports techniques qu'ESBIO devrait produire pour informer le PAS, on anticipe qu'à l'avenir ces rapports seront rédigés dans la région.

Une nouvelle clé d'identification des cichlides a été mise au point par M. Bills, un spécialiste des poissons ayant enseigné à l'atelier de Kigoma. Il a été envoyée au Burundi pour que l'équipe de plongée la mette à l'épreuve sur le terrain, et suggère des améliorations. La clé constituera alors un legs appréciable aux équipes de plongée régionales.

Les préparatifs du prochain épisode de plongée-école sont en bonne voie, ce stage visera à accroître le nombre d'employés des Parcs Nationaux capables de réaliser des relevés subaquatiques. Le dernier stage de plongée et de relevés a servi de leçon, on y avait dispensé un enseignement bilingue et parfois trilingue (anglais/français/kiswahili!) et l'on a conclu que les stages futurs n'auraient qu'une seule langue comme médium. Si l'on se base sur divers facteurs comme la maîtrise du savoir technique, la mobilité des équipes de plongée et la conformité aux consignes de sécurité actuelles, il devient vite clair que l'aptitude des pays anglophones à réaliser des enquêtes subaquatiques de leur ligne côtière est moins développée que celle des pays francophones. Ceci explique qu'ESBIO veuille remettre davantage de candidats zambiens et tanzaniens à niveau avec l'équipe régionale existante. Les équipes francophones s'associeront alors à leurs collègues fraîchement initiés pour étudier des sites clés supplémentaires. On escompte pousser la formation de plusieurs candidats francophones remarquables lors du

dernier stage, au prochain grade du diplôme de plongeur BSAC. L'équipe zambienne brevetée prépare actuellement les nouveaux participants retenus, au stage officiel de plongée, en leur enseignant les bases nécessaires (la natation, la plongée avec tuba etc.).

On a rédigé les termes des mandats de trois chercheurs francophones chargés de collationner les documents devant servir à élaborer la base de données de localisation. On pense que ces chercheurs trouveront une information documentaire pertinente dans de multiples endroits - en particulier dans les institutions japonaises et belges. Ces données seront d'un grand secours dans la région. Une fois sélectionnés, on entrera les articles dans la base de données - cette activité s'accomplira dans la région.

2.1.2 Chronologie des Activités

Décembre: Rédaction des termes des mandats du coordinateur burundais et du chercheur permanent; liaison régulière établie entre Bujumbura et Londres.

Déc-Fév: Préparation des rapports techniques.

Janvier: Rédaction des termes de mandats de collation des sources documentaires importantes dans la région des trois enquêteurs.

Déc-Fév: Mise au point des plans du prochain stage de plongée et de relevés subaquatiques. Désignation des candidats zambiens, et apprentissage de la natation et de la plongée avec tuba avec les collègues initiés en vue du stage officiel.

Février: Evaluation des fiches d'entrée des données par les spécialistes en informatique; discussion des améliorations et de la conception de la base de données avec le Dr Allison.

2.1.3 Inventaire du personnel:

Bujumbura

Dr Ntakimazi, Coordinateur du Burundi

M. Nicayenzi, Chercheur permanent, Bujumbura

Equipe de Plongée Régionale

Tanzanie

Robert Mwakafumbe TAFIRI - plongeur amateur BSAC

Fadhili Kimambo TANAPA - Gombe - plongeur amateur BSAC

Zambie

Rueben Shapola -Service de la Pêche - plongeur amateur BSAC

Charles Lukwesa -Service de la Pêche - plongeur amateur BSAC

Maybin Mwenda -Service de la Pêche - plongeur amateur BSAC

Congo

Constantin Amundala CRH - plongeur amateur BSAC

Patrick Buda CRH - plongeur amateur BSAC

Donatien Muzumani CRH - plongeur amateur BSAC

Alexis Basonga CRH - plongeur amateur BSAC

Burundi

Albéric Rugabirori - plongeur amateur BSAC

Bernard Sinunuoka - plongeur amateur BSAC

Libere Ndayisenga Parc National de Ruzizi - plongeur amateur BSAC

Félix Nicayenzi PBLT - plongeur amateur BSAC

Internationaux:

Dr Ian Payne, MRAG Ltd, Directeur d'ESBIO

Dr Eddie Allison, MRAG Ltd, Chef d'Equipe de Terrain

Vicki Cowan, MRAG Ltd, Administrateur d'ESBIO

John Pearce, Simon Holden MRAG Ltd, Spécialistes en informatique d'ESBIO.

Conseillers Spéciaux

Dr Rosemary Lowe-McConnell (Indépendante)

Dr George Coulter (Indépendant)

2.1.4 Résultats et accomplissements principaux:

1. Responsabilités officielles dans ESBIO accordées au personnel clé du Burundi;
2. Création des ressources/documents techniques pour la région, en cours;
3. Equipe burundaise opérationnelle sur le terrain pratiquement sans soutien international;
4. Mise au point de plans destinés à faire avancer l'élaboration de la base de données de localisation;
5. Prise de décisions techniques quant aux protocoles/fiches de relevés qui permettront de créer la base de données d'enquêtes;
6. Identification des participants zambiens au prochain stage de plongée. Ils suivent pour l'instant un stage préparatoire de natation et de plongée avec tuba.

2.1.5 Objectifs principaux du trimestre prochain:

1. Nomination d'un coordinateur permanent pour ESBIO, chargé d'administrer le programme de terrain dans les quatre pays;
2. Achèvement de la base de données d'enquêtes;
3. Atelier technique francophone d'ESBIO programmé pour mai 98 à Bujumbura;
4. Stage de formation pour les employés des parcs nationaux;
5. Programmation de relevés des sites-clés par les équipes régionales (parcs nationaux) consécutifs au deuxième stage.

2.1.6 Recommandations

1. Consolidation des liens entre les équipes de plongée d'Uvira et de Bujumbura - exploration du potentiel de jumelage d'activités sur le terrain.
2. Identification des participants tanzaniens au stage de plongée, qu'ils apprennent à nager sans délai. L'un d'entre eux viendra du Parc National de Gombe pour servir de

partenaire à un plongeur de Gombe récemment qualifié.

2.2 Rapport des Progrès: Décembre 1997 - Février 1998 de l'Etude Spéciale sur les "Pratiques de Pêche".

2.2.1 Résumé de l'ensemble des progrès

Ce trimestre, l'équipe tanzanienne a réalisé une évaluation de conserve avec l'équipe de ESSE à Mahale et a fait du bon travail. Il s'agissait de la première évaluation jumelée réalisée sans aide internationale et les équipes se sont révélées performantes sur le terrain. On a dressé un plan de travail pour la Tanzanie qui spécifie les activités qui découlent des évaluations précédentes et qui inaugure de nouvelles. On a regroupé les activités sous quatre en-têtes principaux: travail de terrain (échantillonnage de routine, travail de suivi des évaluations antérieures, nouvelles évaluations jumelées); comptes-rendus; formation et création d'une base d'ESPP à Kigoma. On a assigné la responsabilité de coordonner l'ESPP en Tanzanie à Mme Marwa (Service de la Pêche), son rôle est essentiellement de rendre-compte des activités. L'ESPP choisira qui prendra la direction des autres rubriques principales.

2.2.2 Chronologie des activités

- Déc-fév: Préparation des rapports de travail techniques.
Déc: Réalisation de l'évaluation incorporant l'équipe tanzanienne et l'ESSE, dans les villages des bords du Parc National de Mahale
Janv: Rédaction des termes du mandat de coordinateur de l'ESPP en Tanzanie pour Mme B. Marwa.
Fév: Plan de travail envoyé en consultation à l'ESPP en Tanzanie, on a demandé à l'équipe de désigner les responsables des différentes activités.

2.2.3 Inventaire du personnel

Equipe Régionale

Equipe Tanzanienne

M. Omari Kashushu (TAFIRI, Kigoma)

Mme Beatrice Marwa (Service de la Pêche)

M. Hamza Maboche (Génie Rural)

Equipe Zambienne

M. Joseph Chimanga - (Service de la Pêche, Mpulungu)

M. Whiteford Chumba - (Service de la Pêche, Mpulungu)

M. Charles Lukwesa - (Service de la Pêche, Mpulungu)

N. Isaac Zulu - (Service de la Pêche, Mpulungu)

Equipe Internationale

Dr Ian Payne, MRAG Ltd, Directeur de l'ESPP

Dr P Petit, MRAG Ltd, Chef de l'Equipe de Terrain

Dr E Allison, MRAG Ltd, Chef de l'Equipe de Terrain
Melle. Vicki Cowan, MRAG Ltd, Admisistrateur de l'ESPP
Dr Rosemary Lowe-McConnell, Conseiller spécial
Dr George Coulter, Conseiller spécial.

2.2.4 Résultats et Accomplissements Principaux

1. Composition et mise en consultation du plan de travail tanzanien
2. Nomination d'un coordinateur de l'ESPP pour la Tanzanie
3. Préparation des rapports techniques en cours.

2.2.5 Objectifs principaux du prochain trimestre

1. Identification d'un coordinateur d'ESPP à temps complet pour administrer le programme de terrain dans les quatre pays
2. Mise en place d'une stratégie pour travailler dans les pays francophones
3. Nouer des liens avec l'équipe zambienne de Mpulungu pour voir ce que l'ESPP pourra apporter aux aménagements programmés. Le tronc commun d'activités entre ESSE et EE sera critique ici.
4. Poursuite de la synthèse des résultats tanzaniens.

2.3 Rapport des Progrès: Décembre 1997 - Février 1998 de la Composante Légale

2.3.1 Résumé des activités

Le trimestre de la composante légale a été particulièrement fécond avec l'inauguration du premier atelier régional du 25 au 27 février, à Lusaka. Les participants souhaités étaient présents et les Coordinateurs Nationaux pilotaient des équipes de juristes chevronnés et de décideurs de politiques éminents. Deux délégations comprenaient les Premiers Secrétaires de Ministères investis de responsabilités au niveau du Lac Tanganyika. L'atelier a réalisé tous ses objectifs et a été déclaré réussi à l'unanimité. Rappelons les objectifs brièvement:-

1. Atteindre un consensus général sur le contenu d'un Accord;
2. Décider d'un plan d'action pour rédiger et négocier l'Accord;
3. Présenter les articles sur les aspects du droit international de l'environnement s'y rapportant;
4. Répandre l'information obtenue sur la législation des pays riverains affectant la gestion du Lac Tanganyika;
5. Ouvrir les vannes de la communication.

Les recommandations de cet atelier ont été réunies dans un rapport (en anglais et en français) débattu et ratifié dans la session de clôture. Ce rapport a valeur de directives officielles pour l'équipe légale chargée de rédiger l'avant-projet d'Accord. Le document renferme également le processus approuvé d'aboutissement à un Accord qui permettra à chacun des gouvernements de le négocier et de le signer. Ce processus impliquera une succession d'avant-projets et de mises en consultation aux niveaux national et régional antérieurs à la soumission de la version définitive au Comité de Direction du PBLT. Une fois homologué par le Comité de Direction, on fera approuver le document par chaque gouvernement riverain.

On a dressé et distribué la liste entière de tous les participants afin de consolider le réseau régional de juristes et de décideurs de politique promu par l'atelier. Les ressources documentaires, comme les duplicatas de traités et d'Accords provenant de partout dans le monde, ont été distribués à toutes les délégations. L'atelier était bilingue avec des exposés et des discussions prenant place à la fois en anglais et en français, et avec tous les documents écrits disponibles dans les deux langues. Les délégations ont exprimé leur satisfaction à ce sujet, car en dépit de l'excellent service de traduction simultanée offert à Lusaka, il est peu commode de dépendre d'une traduction surtout dans le contexte d'un atelier.

Afin d'informer l'atelier, chaque délégation a exposé les lois et règlements institutionnels pertinents de son pays respectif. Ces documents seront annexés au compte-rendu de l'atelier et disséminés. Chaque délégation avait préparé un organigramme illustrant les règlements institutionnels en vigueur dans son

gouvernement. Le MRAG Ltd est actuellement en train de les reproduire afin de les distribuer aux membres du projet.

2.3.2 Chronologie des Activités

Décembre:

Description de l'historique de l'étude légale, de ses rapports avec le plan d'action stratégique et dernière mise à jour sur l'atelier légal régional imminent par V. Cowan, à la réunion régionale de Lusaka. Les CN ont approuvé la démarche, ils ont reconnu qu'un type d'accord régional conférerait l'autorité juridique nécessaire au PAS et ils se sont empressés d'accepter d'aider à entériner définitivement les participations.

Décembre:

Envoi des lettres portant mention des progrès, des plans et de la localisation des documents clés (Bureaux des CN) à toutes les personnes rencontrées lors des visites des conseillers juridiques le trimestre dernier.

Janvier:

Traduction en français de deux articles clés de l'atelier.

Janvier:

Confirmation par les Coordinateurs Nationaux de chacune de leurs délégations

Février:

Remise d'un article de l'atelier (anglais-français) aux Coordinateurs Nationaux afin qu'ils le distribuent aux participants avant l'ouverture de l'atelier.

Février:

Réalisation de l'atelier à Lusaka, du 25 au 27 février 1998. Production des recommandations de l'atelier y compris des instructions aux équipes de rédaction de l'avant-projet d'accord, et approbation du processus choisi pour rédiger le projet d'Accord modifié après consultation. Ratification préalable dudit projet d'accord par le Comité de Direction avant sa présentation à chaque gouvernement.

2.3.3 Inventaire actuel du personnel

Délégations Régionales de L'Atelier

Burundi:

M. Benoît Bihamiriza - Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération de la République du Burundi;

Ir. Roger Kanyaru - Département des Eaux, de la Pêche et de la Pisciculture;

Ir. Etienne Kayengeyenge - Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement;

M. Jean-Bechmans Manirakiza - Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature;

Didace Nimpagaritse, Professeur à la Faculté de Droit, Université du Burundi;

M. Damien Nindorera - Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature.

R.D du Congo

Dr Lupungu Kalanbay - Université de Kinshasa;

M. Ndembe Kumbu - Ministère des Affaires Etrangères;
N. Pascal Mady Amule - Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme;
Mme Gode Mangangi-Mbombo - Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme;
M. Ngamani Mbusu - Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme;
Dr Muderhwa Nshombo - Centre de Recherche en Hydrobiologie.

Tanzanie

M. Peter Kambona Chisara - National Environment Management Council/Conseil National de Gestion de l'Environnement;
Melle Macha Verdiana Macha - Attorney General's Chambers, Ministry of Justice and Constitutional Affairs / Cabinet du Procureur Général, Ministère de la Justice et des Affaires Constitutionnelles;
Melle Alicia Bosensera Magabe - National Environment Management Council/Conseil National de Gestion de l'Environnement;
M. Andy Ackim Mwandembwa - Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation / Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale;
M. Piniel Rawson Yonazi - Vice President's Office, Environment Division / Bureau du Vice-Président, Division de l'Environnement.

Zambie

M. Gordon Hangoma Mudenda - Ministry of Agriculture, Food and Fisheries / Ministère de l'Agriculture, des Denrées et de la Pêche;
M. Aven Muvwende - Environmental Council of Zambia - Conseil pour l'Environnement de Zambie;
M. James Simoko Phiri - Environmental Council of Zambia - Conseil pour l'Environnement de Zambie;
Mme Chanda J. Lubasi Punanbantu - Ministry of Legal Affairs / Ministère de la Justice;
M. Siame Davy - Ministry of Environment and Natural Resources , Planning and Information Dept / Ministère de l'Environnement et des Ressources Renouvelables Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Information.

Internationaux

Dr Ian Payne, MRAG Ltd, Directeur de la Composante;
M. Cormac Cullinan, MRAG Ltd, Conseiller Juridique anglophone;
M. Stephen Hodgson, MRAG Ltd, Conseiller Juridique francophone;
Melle Caroline Blatch, Conseiller Juridique francophone;
Melle Vicki Cowan, Administrateur de la Composante.

2.3.4 Résultats et accomplissements principaux

L'atelier régional a eu lieu à Lusaka et a reçu des délégations des quatre pays. Les délégués, des juristes et des décideurs de politiques, ont été choisis au sein de divers

ministères et services gouvernementaux. Le sommet de la hiérarchie de la fonction publique des quatre pays était présent ou représenté à l'atelier, reflétant par là même l'importance accordée par tous les pays riverains à cette composante du projet.

L'atelier a atteint ses objectifs. On a groupé les recommandations de l'atelier dans un compte-rendu, (en anglais/français), discuté et approuvé à la session de clôture. On incorporera aussi à ce document un compte-rendu concis de l'atelier et son ordre du jour, les articles exposés, et la liste intégrale des participants avant de la distribuer. En bref, les recommandations de l'atelier sont résumées comme suit:

Les instructions données à l'équipe de rédaction du projet d'accord comprenaient des directives techniques réparties sous les en-têtes suivants: nom de l'Accord, préambule, objectifs/buts, définitions, portée/application, principes de base, règles de procédures à suivre, institutions, résolution de conflits, responsabilités, compensation, règles et obligations fondamentales (ceci inclut l'interdiction de polluer les eaux du lac, l'obligation de réaliser des évaluations d'impact sur l'environnement, celle de donner notification préalable des mesures prévues, les obligations en matière de gestion et de conservation, et d'échange d'information).

La procédure de rédaction du projet d'Accord a été mise au point: chaque pays nommera deux juristes et un expert technique pour participer au processus préparatoire et l'agence nationale la plus directement concernée par les visées du projet dans chaque pays sera responsable du processus de rédaction.

Le Projet devra produire une version préliminaire du projet d'Accord en français et en anglais qui sera ensuite débattu lors de deux ateliers séparés; l'un sera destiné aux francophones, l'autre aux anglophones mais les conseillers juridiques internationaux assisteront aux deux. Ceci sera ensuite suivi d'une réunion jumelée des délégués des quatre pays afin d'harmoniser les textes français et anglais. Une fois cela fait, les textes seront discutés officieusement dans chacun des pays, les commentaires exprimés par chacun seront pris en compte et déboucheront sur une version remaniée. Ceci risque de nécessiter une autre réunion de l'équipe entière de rédaction du projet d'Accord.

Une fois que l'équipe de rédaction sera satisfaite du projet d'Accord, il sera soumis à l'approbation du Comité de Direction du Projet. Après sa ratification par le Comité de Direction, il sera présenté à chaque gouvernement pour être négocié et signé.

Tous les délégués ont convenu, surtout les juristes, que le souci d'origine du document de projet d'harmoniser les lois ne conditionnait pas la réussite des objectifs du projet. Ils ont confirmé que vu les différents systèmes légaux des quatre pays riverains: droit civil dans les pays francophones et droit commun dans les pays anglophones, l'harmonisation serait très difficile à réaliser, et qu'il valait mieux instaurer un mécanisme de coopération à long terme. Ceci garantirait la poursuite de la discussion des lois et statuts nationaux de manière à ce que le produit des lois, plutôt que les mécanismes légaux en tant que tels, soit identique. Par ailleurs, de nombreuses

lois pertinentes ne sont ni mises en vigueur ni respectées sur le lac. Veuillez noter que l'on a déjà rendu-compte de ce déplacement d'objectif dans les rapports trimestriels précédents de la composante légale et institutionnelle.

L'on a informé l'atelier du processus préparé actuellement au sein du projet pour développer le PAS (voir exposé de VC). L'accord international recouvrira inévitablement le PAS régional en partie, puisque les deux documents sont complémentaires. On a décidé que les deux processus devraient s'informer réciproquement, et que leur tronc commun de personnel régional et international garantirait le maintien d'une communication sans entrave entre l'un et l'autre.

En dépit de l'excellent service de traduction offert à Lusaka, devoir compter sur une traduction est un sérieux handicap, surtout dans le contexte plutôt informel d'un atelier où les échanges sont souvent plus spontanés. Vu que la moitié de l'équipe d'accueil de l'atelier était francophone, il a été possible d'en conduire une bonne partie en français, dont les articles exposés par SH. Tous les documents, y compris les deux articles exposés, l'ordre du jour, les points essentiels des sessions de brain storming, les objectifs personnels et professionnels de chaque participant en venant à l'atelier (rédigés par lesdits participants) ainsi que les recommandations finales de l'atelier étaient disponibles à tous dans les deux langues. L'équipe d'accueil étant bilingue, elle a veillé à ce que les quatre délégations comprennent parfaitement les subtilités des discussions techniques. Tous présents ont manifesté leur gratitude qu'on ait si bien géré cette difficulté.

Chaque participant a rempli une fiche avec ses coordonnées. Celles-ci ont été rassemblées sous la forme d'un tableau qu'on a distribué à chacun avant son départ de Lusaka. Les noms et les institutions de tous les délégués figurent dans ce rapport.

Parmi les stipulations des mandats des quatre Coordinateurs Nationaux investis de la responsabilité d'orienter les exposés de leur pays, il en était une qui exigeait la production de diagrammes illustrant les agencements institutionnels. On a collationné ces diagrammes, produits officiels et à part entière de l'atelier, pour les distribuer au maximum de membres de projet. On a déjà souligné l'extrême importance de cette information pour toutes les composantes du projet.

Ce trimestre, on a réussi à faire parvenir des documents et des informations du projet ainsi que des textes de lois/d'accords s'y rapportant à un maximum de personnes. Tous les articles étaient disponibles en français et en anglais. On a fait distribuer l'Examen de Base par les bureaux des Coordinateurs Nationaux, et tous les délégués ont reçu des exemplaires des deux articles de l'atelier. On a envoyé à chaque personne ayant rencontré les conseillers juridiques le trimestre dernier, une lettre l'informant des progrès en cours, des projets d'avenir, et des documents à obtenir auprès de son CN. Pendant l'atelier, les juristes ont pu consulter de multiples exemples d'accords internationaux dont on a distribué de nombreux duplicatas. Les exposés des pays à l'atelier ont veillé à ce que chaque délégation étrangère soit à même de comprendre la

législation et les institutions des autres pays riverains. Quand les conseillers juridiques s'étaient rendus dans les capitales le trimestre dernier, les personnes rencontrées avaient insisté sur leur degré d'ignorance des systèmes légaux des pays voisins.

2.3.5 Objectifs Principaux du trimestre prochain

1. Réalisation du travail de suivi de l'atelier légal, distribution des documents et du plan de travail
2. Equipe de juristes commence à rédiger l'Accord.

2.4 Rapport des Progrès: Décembre 1997-Février 1998 de l'Etude Spéciale sur la " Décharge de Sédiments et ses Conséquences "

2.4.1 Résumé des progrès d'ensemble

Les objectifs principaux de ce trimestre ont été énoncés dans le précédent rapport trimestriel comme suit:

- De mener à bien la croisière d'échantillonnage prévue du 5 au 31 janvier 1998
- D'achever les plans de travail en collaboration avec plusieurs composantes secondaires du projet. Tous devront s'orienter vers la surveillance de routine à la fin du trimestre et comprennent:
 1. Le travail commencé dans les bassins d'écoulement tanzanien et zambien du bassin du lac a besoin d'être consolidé par l'installation de manomètres convenables - prévu pour ce trimestre.
 2. La croisière d'échantillonnage du *RV Tanganyika Explorer* en janvier 1998 est censée fournir les matériaux d'exploration de la variabilité de l'impact du sédiment. Les échantillons prélevés et les résultats des analyses préliminaires feront avancer ce travail dans cet intervalle.
 3. Afin de procéder à une analyse détaillée des bassins sélectionnés, on espère que d'ici la fin du trimestre on aura rassemblé les données de routine aux sites au nord de Gombe, Tanzanie.
 4. Il faudra programmer la date d'installation de l'analyseur de diffraction des rayons X au Burundi - nous dépendons du bon vouloir des ingénieurs de chez Philips pour s'acquitter de ce travail.
 5. Donner un suivi à la visite de Goeyens et de Coveliers au Burundi (par GP en février) afin de commencer l'étude du cycle des substances nutritives. Recruter un candidat qui ira en Belgique étudier les techniques appropriées et formaliser les arrangements avec l'institut qui coopère le plus directement avec ce travail.
 6. On produira un programme préliminaire d'enquêtes par sonar à balayage de côté, en vue du début des activités sur le terrain au milieu de 1998.

7. Les travaux traitant des impacts de sédiments sur la productivité continueront et se pencheront en plus sur les taux bactériens pélagiques de production ce trimestre.
8. On a l'intention de donner beaucoup d'envergure à l'examen des impacts de sédiments sur le biote dans la région de Mpulungu. Cette étude pluridisciplinaire impliquera l'évaluation de la composition sédimentaire et des taux de sédimentation, ainsi que de leurs impacts sur la distribution et sur le comportement des organismes. Ces travaux devraient être prêts à démarrer avec le personnel en place d'ici la fin du trimestre.

Toutes ces activités ont bien progressé ce trimestre. Elles sont relatées plus amplement dans la Section 2.5.4

2.4.2 Chronologie des Activités

Cette section ne liste que les activités uniques et ne tient pas compte de celles en cours comme la progression du plan de travail ou les activités de surveillance sur le terrain. Décembre 1997 a été principalement consommé par les préparatifs logistiques de la croisière de janvier.

4-9 décembre 1997 - Graeme Patterson (GP) a assisté à la réunion du comité d'IDEAL (Décennie Internationale des Lacs d'Afrique de l'Est) à San Francisco. Ce déplacement n'a PAS été financé par le projet bien que GP ait mis le comité au courant des progrès actuels du projet. Rapport de retour disponible.

3-19 janvier 1998 - GP s'est rendu à Kigoma en partie pour apporter son aide à une partie de la croisière et son soutien logistique, et aussi pour rencontrer les participants du projet basés en Tanzanie.

4-31 janvier 1998 - Déroulement de la croisière de recherche à bord du R/V Tanganyika Explorer (voir section 2.5.4)

29 janvier 1998 - Henry Sichingabula de la Faculté de Géographie de l'Université de Zambie s'est rendu au R-U où il a été invité à rencontrer GP à Chatham. Cette réunion a servi à dresser un plan de travail définitif qui a permis à l'UCP de procéder à un memorandum d'accord entre le projet, UNZA et le Service des Eaux zambien.

17 février 1998 - Réunion avec Leo Goeyens et Willie Baeyens de Vrije Universiteit Brussel (VUB) et Peter Coveliers de la banque européenne pour le développement/European Development Bank (EDB), afin de discuter de l'association proposée des Départements de Chimie de VUB et de l'Université du Burundi (UoB) dans le travail d'examen de l'impact de la sédimentation sur la dynamique des substances nutritives. GP transmettra les résultats de cette entrevue à l'UoB sur place et de vive voix le trimestre prochain. On a jugé qu'il serait valable d'envoyer Evariste

Nzeyimana de l'Uob apprendre des techniques quelque temps à VUB, et chercher du matériel spécialisé.

2.4.3 Inventaire du personnel

La liste des chercheurs principaux n'a pas changé depuis les trimestres précédents.

En supplément:

Paul Tierney, responsable du stage de plongée et de relevés précédent, sera engagé par contrat pour commencer à définir les protocoles du programme d'échantillonnage sur l'impact de la sédimentation sur le biote, (à l'origine prévu en Zambie), ainsi que proposés par le Dr Kenneth Irvine (de Trinity College, Dublin) lors de sa venue.

David Dettman de l'Université d'Arizona a participé à la croisière. Il supervise également de conserve avec le Dr Hudson Nkotagu de l'Université de Dar es Salaam, les travaux de ladite université qui échantillonne les rivières au nord du Parc National de Gombe afin de comprendre l'hydrologie des bassins contrastants (faible et fort impact humain).

On a soumis les deux activités mentionnées ci-dessus à l'approbation d'UNOPS.

2.4.4 Objectifs et accomplissements principaux

Programmes de surveillance. Les programmes décrits dans les rapports précédents, en application dans le système fluvial de Gombe (hydrologie et production primaire) et la Rivière Luiche sont fertiles en données et en rapports. Le matériel requis faisant défaut, on a dû repousser le travail sur la production bactérienne au trimestre prochain. Les problèmes de matériel se sont trouvés réglés à la fin de la période de compte-rendu.

On attend de recevoir les rapports trimestriels des responsables d'équipes H. Nkotagu et H. Sichingabula.

On a combiné le programme traitant de l'impact des sédiments sur le biote avec l'enquête sonar à balayage de côté (Irvine et Duck en coopération avec le personnel du Service de la Pêche Zambien). Il est prévu d'envoyer Paul Tierney (voir 2.5.3) démarrer ces travaux en Zambie le trimestre prochain.

La Croisière de Recherche

L'Université d'Arizona engagée par contrat par le Projet de Biodiversité du Lac Tanganyika a dirigé cette croisière. L'objectif de cette croisière consistait à rassembler des données bathymétriques, à prélever des carottes-échantillons de sédiments et des échantillons d'eau afin d'étudier les variations à long terme des taux de sédimentation causées par l'érosion du sol à la suite du déboisement du bassin hydrographique, ainsi que les conséquences possibles de ces changements sur l'écologie du Lac Tanganyika. La croisière s'est déroulée en trois périodes

d'étapes distinctes dans les eaux burundaises et tanzaniennes du lac. Les dates de chaque étape et sa liste de participants sont inventoriées ci-après.

Calendrier de la Croisière et Membres de l'Equipe

4-6 janvier 1998 - chargement et essais de matériel

Première étape (du 6 au 16 janvier 1998)

Andrew Cohen - Université d'Arizona - (Chef Chercheur).

Manuel Palacios Fest - Université d'Arizona

Jeffrey Houser - Université du Wisconsin

James McGill - Hopital de d'Embangweni - Malawi

Emma Msaky - Tanzania Petroleum Development Corporation

Catherine O'Reilly - Université d'Arizona

Graeme Patterson - Coordinateur de l'Etude du Sédiment du PBLT

Robert Sinyiza - Service Zambien de la Pêche

Peter Swarzenski - US Geological Survey

Mutanga Syampila - Service Zambien de la Pêche

Dirk Verschuren - Université de Ghent.

Deuxième Etape (du 19 au 24 janvier 1998)

Andrew Cohen - Service Zambien de la Pêche (Chef Chercheur)

Manuel Palacios Fest - Université d'Arizona

David Dettman - Université d'Arizona

Jeffrey Houser - Université du Wisconsin

Kiram Lezzar - Université de Bretagne Ouest

James McGill - Hopital de d'Embangweni - Malawi

Catherine O'Reilly - Université d'Arizona

Robert Sinyiza - Service Zambien de la Pêche

Mutanga Syampila - Service Zambien de la Pêche

Troisième Etape (du 24 au 28 janvier 1998)

Manuel Palacios Fest - Université d'Arizona (Chef Chercheur de la troisième Etape)

Gaspard Bikwemu - Université du Burundi

David Dettman - Université d'Arizona

Jeffrey Houser - Université du Wisconsin

Bombi Kakagozo - CHR/YVIRA, R.D du Congo

Kiram Lezzar - Université de Bretagne Ouest

Louis Nahimana - Université du Burundi

Gérard Ntungumburanye - IGEBU, Burundi

Catherine O'Reilly - Université d'Arizona

Tharcisse Songore - Géologie et Mines (Burundi)

Kelly West - Coordinateur Scientifique du PBLT.

28-31 janvier: nettoyage.

Le déroulement des opérations, la logistique et les activités scientifiques de la croisière ont très bien marché, grâce aux gros efforts des nombreux participants et à l'excellent équipage. Le fait que nous ayons largement dépassé le programme d'échantillonnage prévu témoigne de sa rentabilité. La bonne réalisation en temps voulu des objectifs de carottage programmés pendant la totalité des étapes de la croisière a permis d'effectuer des prélèvements à deux deltas supplémentaires (Luiche et Gatorongoro), non inscrits au programme de départ. Par ailleurs, le nombre de carottes obtenues a de loin dépassé nos espérances. Un rapport complet de la croisière a été rédigé (avec les cartes et les descriptions de base des carottes-échantillons). Par ailleurs, un autre compte-rendu des observations de tous les participants travaillant sur cette croisière a été compilé. Nous attendons toujours les rapports des scientifiques burundais et congolais impliqués dans la troisième étape.

Une lettre des ingénieurs Phillips nous informe que l'information dont ils disposent à l'Université du Burundi sur le système DRX est insuffisante et que l'ingénieur dépêché courrait le risque de ne pouvoir l'installer. Le Département de Géologie est dans l'impossibilité présente de fournir la notice d'installation qui accompagnait l'appareil (voir 2.5.5).

2.4.5 Objectifs principaux du prochain trimestre (mars - mai 1998)

L'Etude Spéciale coordonne et assure le déroulement des programmes actuels.

GP se rendra au Burundi et dans la R.D du Congo pour y établir les termes des mandats de participation active des Institutions Nationales à l'Etude Spéciale, et surtout afin d'y estimer les besoins de remise en état du laboratoire du CHR à Uvira, R.D du Congo. Les institutions principales impliquées dans le travail de Sédiment seront les suivantes:

Burundi: Géologie et Mines (GEOMINES), l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU), l'Université du Burundi (les départements de Chimie, de Géologie, et d'Agriculture).

République Démocratique du Congo: CHR (Uvira) et l'Institut des Sciences Naturelles (Bukavu).

GP se rendra en Tanzanie afin d'y établir les protocoles de participation du Tanzanian Bureau of Standards (Mme Mbwambo) et les conditions de sa coopération au travail Hydrologique de Gombe (dirigé par Nkotagu de l'Université de Dar es Salaam).

Emma Msaky du Tanzanian Petroleum Development Corporation, Tharcisse Songore des Géologies et Mines du Burundi et Gaspard Bikwemu de l'Université du Burundi seront incorporés au programme à long terme d'analyse des carottes-échantillons de sédiments avec l'Université d'Arizona.

Continuer le travail de dénombrement et d'identification des besoins du Département de Géologie de l'Université du Burundi en ce qui concerne l'analyseur de diffractions de rayons X. La visite de GP au Burundi devrait aider.

Tierney se rendra en Zambie (voir 2.5.4).

On espère qu'Evariste Nzeyimana du Dépt de Chimie de l'Université du Burundi commencera son stage de formation à VUB ce trimestre (notez la réunion du 17 février dans la section 2.5.2).

2.5 Rapport des Progrès: Décembre 1997- Février 1998 de l'Etude Spéciale sur la 'Pollution et ses Conséquences sur la Biodiversité du Lac Tanganyika'

2.5.1 Résumé des progrès d'ensemble

On est très content du retour à TAFIRI de M. Longinus Tegulirwa après ses études de Maîtrise en Finlande. Il travaille avec l'ES de Pollution en compagnie deux autres nouveaux arrivants Melle Salome et M. Prosper Mfilinge. On ajoute aussi l'arrivée au Projet de la consultante à long terme basée dans la région depuis la fin de novembre 1997, Melle Nicola Wiltshire. Elle a pleinement répondu aux exigences de son poste ainsi qu'inventoriées dans le précédent rapport trimestriel. Les progrès considérables réalisés et l'élargissement de la portée du programme de terrain et de laboratoire de l'ES exposés dans ce rapport sont largement imputables à sa nomination ainsi qu'à l'excellente manière dont elle a travaillé avec le personnel régional.

Le second laboratoire limnologique de la région - à Mpulungu , en Zambie - a été meublé et équipé. La surveillance préliminaire des facteurs physiques, de la pollution chimique et de la diversité associée du biote microscopique dans les eaux libres et dans les sites de substrat littoral a commencé - dans la Baie de Mpulungu et dans la région moins affectée de Nsumbu.

Les compétences des équipes tanzaniennes et zambiennes de l'Etude Spéciale de Pollution ont été considérablement renforcées dans tous les aspects du Plan de Travail de l'ESP - de la planification et de l'exécution des programmes de terrain, à l'analyse, à la présentation et à l'interprétation des résultats. Il faut retenir en particulier que l'aptitude du personnel à manipuler le matériel de laboratoire et à maîtriser les techniques d'analyses chimiques s'avérait prometteuse fin décembre-début janvier. Les équipes méritent d'être complimentées sur l'entrain qu'elles ont mis à travailler; en résultat tout un arriéré d'échantillons datant d'octobre et de novembre a été analysé, et la gamme des activités de terrain et de laboratoire s'est considérablement élargie.

2.5.2 Brève chronologie des activités et des visites

Les Drs Bailey-Watts et Foxall se sont rendus dans la région du 28 novembre au 15 décembre, et sont principalement demeurés à Kigoma. Ils sont venus voir le Coordinateur du Projet à l'UCP à en arrivant et en partant de Dar es Salaam.

Dans l'espoir d'être intégré à l'Etude en qualité de consultant national permanent, le Dr Chale, (Ecologiste d'Eau Douce, Dar es Salaam), a aidé l'ESP du 1er au 12 décembre à Kigoma sur tous les plans, y compris sur ceux de la formation du personnel de TAFIRI, et de la mise en oeuvre des recherches au nom de l'ESP. Le Dr Foxall est aussi allé à l'institut tanzanien de recherche sur les pesticides/Tanzanian Pesticide Research Institute à Arusha du 13 au 15 décembre. M. Kirika s'est rendu à Mpulungu pour donner un coup de main à Melle Wiltshire avec le laboratoire de Mpulungu (du 20 janvier au 13 février). Le Dr Chale est revenu

rejoindre l'équipe pendant une mission de huit semaines devant démarrer fin février et destinée à rassembler des détails sur toutes les sources possibles de pollution dans la région de Kigoma, à savoir: les déversoirs d'égouts, les latrines domestiques, les péniches et les bateaux en général, les usines et la centrale électrique de TANESCO (voir ci-après). Le Dr Chale a aussi employé son temps à dresser les programmes d'échantillonnage et d'analyses supplémentaires que sa mission exigeait.

Le Dr Foxall a soumis un rapport sur ses découvertes en matière de pollution pétrolière causée par la centrale de TANESCO à Kigoma.

En même temps que le personnel assigné à l'ESP, basé à TAFIRI, (Melle Bwathondi et Messrs Katonda, Kajelelo, Kadula, Lyoba, Muhoza, et Wakafumbe), le Dr Chale, Melle Wiltshire et les Drs Bailey-Watts et Foxall ont tous participé d'une manière ou d'une autre pendant qu'ils étaient à Kigoma (du 1er au 12 décembre) aux activités suivantes: à l'installation du matériel (pour les deux centres de projet de Kigoma et de Mpulungu) y compris celle des microscopes et autres instruments, celle des nombreux produits et substances servant aux analyses, et à la mise en place d'une bibliothèque pour aider à identifier le biote microscopique. On a procédé à plusieurs discussions et examens globaux des programmes d'échantillonnage, abordant ainsi des sujets tels que l'interprétation des données, et le besoin de présenter les résultats aussi visuellement que possible. On a opté pour les doubles pages de données. Melle Bwathondi a entré toutes les données physiques et chimiques rassemblées jusqu'à maintenant, pendant que le reste de l'équipe a incorporé certains des résultats dans des graphes. Toute l'équipe a participé à l'échantillonnage de routine (dans la région de Gombe et de la Baie de Kigoma) et s'est attaquée à l'arrière d'analyses de substances nutritives - celles-ci s'étaient accumulées à cause de la pénurie temporaire de réactifs.

Les heures ouvrables du personnel national et des experts internationaux ont été harmonisées (3 décembre) - le rythme des progrès n'était pas ce qu'il aurait dû être avant qu'on prenne cette initiative. Le coordinateur de l'ESP a discuté avec l'Officier de Liaison Scientifique, le Dr Kelly West, et le Dr Chale, du rôle potentiel de ce dernier à l'avenir (6 décembre). Les Drs Foxall et Chale ont prélevé des échantillons le 9 décembre pour évaluer la nature des huiles qui suintent de la centrale électrique de TANESCO, et ont fait une enquête des lieux le 11 décembre.

Les sessions de présentation et d'interprétation des données ont eu lieu le 8 et le 10 décembre, et les premiers essais (depuis l'atelier de formation en septembre 1997) destinés à générer les indices de diversité du phytoplancton ont pris place le 8 et le 12 décembre. On a encore appuyé sur le besoin de s'en tenir aux méthodes simples et renouvelables préconisées par le Coordinateur de l'ESP.

Melle Wiltshire, M. Lyoba et moi-même (B-W) avons rencontré la direction de TAFIRI (le Directeur, M. Chitamwebwe, M. Katonda et M. Kajelelo) le 11 décembre pour mettre sur pied un système de gestion paritaire chargée du destin de la foison de responsabilités au sein du programme de l'ESP.

On a remanié les plans de travail afin qu'ils accommodent l'ampleur des programmes d'échantillonnage sur le terrain et en laboratoire; l'étude a inauguré deux nouveaux sites d'échantillonnages ponctuels à environ 200m du rivage (mais fixés par SPG (Système de Positionnement Global)) dans chacune des baies Jacobsen (TJ1 et 2) et TAFIRI (TT1 et 2). Avec l'aide de M. Lyoba, NJW a pu rencontrer M. Zinga Ndugumbi (Directeur Régional de l'Entreprise Portuaire AMI) le 13 janvier, pour sonder les chances d'accès du projet à une plus grande partie du port qu'auparavant pour y prélever des échantillons. Ceci ne posera aucun problème pourvu que les autorités portuaires soient (a) en possession d'une copie de notre programme d'échantillonnage, (b) du calendrier de nos opérations, et (c) des détails du bateau que nous comptons utiliser. Ceci représente une avancée importante pour l'ESP et les autres Etudes Spéciales vu que l'intérieur du port est potentiellement la partie la plus polluée des eaux tanzaniennes du Lac. Précédemment, nous n'avons jamais pu échantillonner la baie aussi profondément. Il s'agit d'échantillonnages classiques comprenant les relevés (a) de la température, du pH, de la conductivité, de la limpidité de l'eau, et des sondes mesurant l'oxygène dissoute toutes les 5mn pendant les croisières, et (b) de prélèvements sur des sites ponctuels spécifiques d'échantillons de déterminations de substances nutritives (en double) dans des tubes de 0 à 10m, et de concentrés de tamis à phytoplancton sur 5mn. Ces activités se dérouleront sur une base hebdomadaire pendant un an afin de mesurer les variations saisonnières et la biodiversité de la flore planctonique.

On a enclenché un programme de surveillance parallèle en allant à Gombe et à Gombe même, afin de découvrir ce que recèle cette partie que l'on s'accorde actuellement à déclarer moins polluée. Des échantillonnages ont eu lieu à cinq nouveaux sites sur la route de Gombe. On a prélevé dans chacun d'eux des échantillons d'eau et de phytoplancton et on a relevé les sondes. On a aussi pris les relevés à des intervalles situés le long d'une coupe transversale entre les nouveaux sites. On a échantillonné les sites TG1 et TG2 à Gombe, et l'on a inauguré un nouveau site à la rivière Gombe, à l'extrémité de la coupe transversale perpendiculaire au rivage. Comme de coutume, on a enregistré tous les nouveaux sites d'échantillonnage dans le Système de Positionnement Global.

Le matériel neuf (essentiellement les bouteilles et les autres récipients perdus ou endommagés dans l'incendie de la gare de Dar) sont arrivés à Kigoma à la fin février. On a déballé le matériel maintenant en utilisation au laboratoire. En février également, Melle Catherine O'Reilly a montré à M. Wakafumbe et à Melle Wiltshire (tous des plongeurs brevetés) comment on détachait sous l'eau, les algues et les divers autres types de biote microscopique des substrats rocheux et sablonneux. Melle Salome parfera l'enseignement de la plongée et les techniques associées.

2.5.3 Inventaire du personnel actuel

En Tanzanie: Melle Bwathondi et Messrs Katonda, Kajelelo, Kadula, Lyoba, Mfilinge, Muhoza, Tegulirwa, Melle Salome, M. Wakafumbe, et le Dr Chale - en plus de Melle Wiltshire, et des Drs Bailey-Watts et Foxall. En Zambie, à Mpulungu:

Messrs Mwape, Kaweme, Lukwesa, Sinyinza et Zulu; M. Reuben Shapola ainsi que tous ceux qui contribuent aussi aux Etudes Spéciales de Biodiversité et de Sédiment et qui sont associés à l'ESP. A Lusaka (Environment Council of Zambia): Christopher Kashinga a fonction de facilitateur de l'ESP.

2.5.4 Objectifs principaux du prochain trimestre (Mars à Mai 1998)

Nous avons deux objectifs principaux à réaliser au cours des prochains trois mois. Le premier concerne le recrutement officiel du personnel au Burundi et dans la R.D du Congo. Bien que le coordinateur de l'ESP connaisse déjà les associés (aussi inventoriés dans le compte-rendu précédent), il faut tous retourner les voir afin de s'assurer de leurs engagements présents et futurs et de discuter des termes de leurs contrats. En voici la liste:

- au Burundi (district de Bujumbura) nous collaborons avec Renovat Barangengana (Directeur du Département des Sciences du Sol et des Etudes d'Environnement, ISABU); Denis Barandemaje (Directeur du Département de Gestion des Ressources Hydrauliques); Pascal Mdzizeye (Directeur des Transports Lacustres et Internationaux); Grégoire Njejimana (Université du Burundi); Nsabimana Liberat (Directeur de l'eau, Régie de Production et Distribution d'Eau et d'Electricité (REGIDESCO); et Gabriel Hakizamana (Ingénieur au Génie de l'Environnement).
- dans la République Démocratique du Congo (Uvira): M. Kalala Tshibangu, Sona Kimbadi, Mavula Mbemba et M. Kamalebo. Il reste encore de nombreux postes à pourvoir.

On espère que dans la même période, le matériel (le même que celui déjà installé dans les pays anglophones) sera livré et prêt à être dédouané.

Le second objectif est relatif à la microscopie et aux études biologiques comprises dans le programme de l'ESP c'est à dire: la diversité et (dans les situations s'y prêtant) les densités de population du biote d'environ d'1mm. Ceci inclut le plancton indépendant- essentiellement les algues- et ce qui ressemble aux assemblages beaucoup plus riches en espèces qu'on trouve dans les substrats subaquatiques, ('Aufwuchs'), par exemple sur les boues (organismes *épipéliques*), sur les grains de sables (épipsammiques) et sur les surfaces au corps plus stable comme les pierres, les cailloux, les galets, les blocs de pierres, et les parois rocheuses submergées (formes épilithiques). L'évaluation de ces organismes doit être entreprise de conserve avec les études physiques et chimiques de l'eau déjà mentionnées, afin de mesurer les conséquences de la pollution sur ces organismes. On a conservé les échantillons de plancton à ces fins. Les réparations de matériel et les engagements du personnel dans d'autres secteurs de TAFIRI ont inévitablement ralenti les progrès du travail de microscopie au départ. A la fin janvier néanmoins, Mrs Muhoza et Wakafumbe ont commencé à dénombrer et à mesurer les algues planctoniques. Comme on l'a déjà signalé, on a entamé la formation en prélèvement d'organismes fixés.

Dans le courant du trimestre prochain, le Coordinateur de l'ESP a donc l'intention de se rendre à Bujumbura et si possible, à Uvira pour y établir des liens de projet officiels, ainsi qu'à Kigoma et à Mpulungu et ses environs pour y faire avancer l'enseignement de l'évaluation quantitative de la diversité des organismes inférieurs.

2.6 Rapport des Progrès: Décembre 1997- Février 1998 des Composantes de Socio-économie et d' Education Environnementale

2.6.1 Résumé des progrès d'ensemble

Un cadre logique global a été conçu pour la composante de socio-économie et d'études environnementales. On a dressé des plans de travail pour la Zambie et la Tanzanie. Ceux destinés au Congo et au Burundi devront être au point d'ici avril au plus tard. Les plans de travail élaborés dans les deux pays concernent le cadre logique et aideront à réaliser sa mise en oeuvre. Compte tenu de la taille du bassin hydrographique en jeu et de la constitution récente de l'équipe tanzanienne, on s'attend à ce que le plan de travail de la Tanzanie soit repris et davantage aménagé en cours d'année.

Les produits des deux plans porteront sur les éléments suivants:

- Un système prévoyant que les intérêts des détenteurs d'enjeux dans le bassin puissent former partie intégrante du processus de gestion;
- Des projets pilotes visant à mettre à l'épreuve les différentes manières d'aborder la résolution des problèmes par la création de compétences;
- Des propositions de projet devant assurer la continuité des processus pertinents.

2.6.2 Brève chronologie des activités et des visites

Janvier-Février 1998

Déplacement en Tanzanie et en Zambie afin d'améliorer la coordination de la composante socio-économique du PBLT, d'élaborer un cadre logique applicable aux quatre pays pour cette composante et de s'entendre sur les plans de travail prévus pour chaque pays de février à décembre 1998.

2.6.3 Inventaire du personnel actuel

International

Geoff Griffiths, NRI, Coordinateur des composantes d'Education Environnementale et de Socio-économie; Paul Vare, ICCE Conseiller technique, Education Environnementale; Steve Evison, formateur/facilitateur d'ERP et spécialiste de l'utilisation des ressources terrestres/forestières des villages (recruté spécialement pour l'ERP de Rukwa). .

National

Postes nationaux de projet/détachés

Shadrick Nsongela, ECZ: Coordinateur National EE pour la Zambie

Blandine Cheche (NEMC): Coordinateur National EE/chargée d'information de projet, Tanzanie

Mlotha Damaseke, MAFF: conseiller national en sciences humaines, Zambie

Beatrice Marwa (Service de la Pêche de la Région de Kigoma) Coordinateur Local de l'Education Environnementale, Kigoma, Tanzanie

Dattamaz Selanyika (Gombe) et James Wakibara (Mahale): Collaborateurs TANAPA aux activités EE du projet

Consultants

Dr Claude Mung'ong'o: Consultant en sciences humaines et sociales, Tanzanie (Institute of Resources Assessment/institut d'évaluation des ressources, Université de Dar es Salaam);

Dr Patrick Chipungu, Consultant, Zambie.

2.6.4 Objectifs et accomplissements principaux

- Elaboration du cadre logique pour la composante socio-économique applicable aux quatre pays;
- Formulation des plans de travail couvrant la période de février à février 1998, pour les équipes tanzaniennes et zambiennes de socio-économie et d'environnement;
- Examens des produits des ERP, synthèse et incorporation des résultats au processus de planification;
- Vérification de l'information de base à disposition auprès des personnes concernées, et considération de la question de l'importance de l'analyse institutionnelle. Rassemblement de données de base supplémentaires devant servir à planifier les initiatives de création des compétences.

2.6.5 Recommandations/conclusions

Il faut dresser les plans de travail pour le Congo et le Burundi. Les activités proposées imposent une analyse préalable des besoins de formation et l'on est en train d'évaluer les chances de réaliser ceci.

Le lien entre les disciplines d'environnement et de socio-économie est intrinsèque à la mise en oeuvre du programme, donc il faut revoir le développement et la coordination de ces programmes. Les plans de travail offrent une perspective de bas en haut qui orientera la croissance et l'intégration de la participation des détenteurs d'enjeux aux processus de gestion à l'échelle nationale. Il faudra revoir les budgets pour accommoder cette perspective de bas en haut, (maintenant un principe clé de voûte du système des NU), afin qu'ils comptent avec, et que les chargés de responsabilités spécifiques puissent clairement canaliser les capitaux.

La question de la représentation équilibrée de la gente masculine et féminine au sein du projet a besoin d'être renforcée à tous les niveaux. Un spécialiste viendra étudier la question sur place en avril 1998. Vu l'envergure du travail à accomplir, on recommande que des coordinateurs soient nommés dans tous les pays riverains pour résoudre les problèmes logistiques associés aux activités sur le terrain.

3. Appendice 1

RAF/92/G32 - LUTTE CONTRE LA POLLUTION ET AUTRES MESURES POUR PROTEGER LA BIODIVERSITE DU LAC TANGANYIKA

COMPTE-RENDU DE LA REUNION D'EXAMEN TRIPARTITE LUSAKA, ZAMBIE 19-20 JANVIER 1998

1. Introduction

La première réunion d'Examen Tripartite a eu lieu en Zambie au Centre International de Conférence à Mulungushi. La liste complète des participants est donnée dans l'appendice première. A l'origine, cette réunion avait été prévue pour le début 1997, mais il s'était avéré difficile alors de réunir tous les intéressés vu les troubles existant dans une partie de la région.

La compagnie aérienne ayant modifié son programme de vol à la dernière minute, la délégation burundaise a raté l'ouverture des débats. Afin de pallier à cet imprévu, on a prolongé la réunion censée durer la journée, le lendemain matin jusqu'à midi. Ceci a permis à la délégation burundaise de présenter son exposé et de commenter les conclusions et les recommandations des sessions antérieures. Le chef de la délégation zambienne présidait la réunion.

Le principal document de base devant servir pour la réunion était le Rapport d'Evaluation de la Performance du Projet (REPP) qu'on avait distribué à l'avance, ainsi que les conclusions et les recommandations précédemment discutées et homologuées par l'UCP, les Coordinateurs Nationaux, et les conseillers techniques lors d'une réunion de deux jours les 19 et 20 décembre 1997.

L'ordre du jour de la réunion a été approuvé sous réserve de quelques modifications. On en fait état dans la deuxième appendice. La réunion a continué avec un résumé des progrès du projet par le Coordinateur du Projet, suivi des exposés des quatre délégations et des commentaires d'UNOPS et du PNUD/FEM. Après les exposés, on a discuté des principaux problèmes soulevés et on a formulé des recommandations. Ce compte-rendu résume les questions débattues ainsi que les décisions et les recommandations résultantes.

On a à nouveau commenté les décisions de la réunion d'Examen Tripartite spécifiquement dans le contexte de leur mise en oeuvre, à la deuxième réunion du Comité de Direction du Projet.

2. Résumé des Recommandations Principales

L'Examen Tripartite recommande que:

1. Le Projet devra prendre toutes les mesures nécessaires pour que le programme d'action prévu pour la région francophone rejoigne celui de la région anglophone.
2. Les Comités de Direction Nationaux sont mis en place par les quatre pays riverains.
3. Le rôle des Groupes de Travail Nationaux devra être renforcé par des mandats clairement définis et par la promotion de leur participation au processus de planification.
4. Une analyse institutionnelle et un exercice d'évaluation approfondis devront être réalisés conformément au Produit 5.6 du REPP.
5. Le projet devra adopter le processus qui aboutira au Plan d'Action Stratégique pour le Lac Tanganyika proposé sous le Produit 1.4. du REPP.
6. Des instructeurs/formateurs bilingues et à temps complet devront être disponibles sur le terrain à raison d'un par domaine d'étude spéciale suivante: Socioéconomie, Pratiques de Pêche, Etudes sur les Sédiments, Etudes sur la Pollution et Etudes sur la Biodiversité.
7. Les pays ont la possibilité de recruter des Coordinateurs Nationaux Adjointes pour décharger les Coordinateurs Nationaux. Les moyens dont disposent les activités de Coordination Régionale doivent être examinés.
8. Besoin de promouvoir les communications électroniques des capitales entre elles, et entre les capitales et les sites de terrain lacustres.
9. Les taux de rémunération des consultants privés (y compris du personnel universitaire) et le montant des indemnités versées à tout le personnel n'augmenteront pas.
10. L'évaluation à Moyen Terme du projet aura lieu en avril 1998.
11. La décision d'une quelconque prolongation de la durée du projet entrera dans le cadre de l'Evaluation à Moyen Terme.
12. Le Budget du Projet, ainsi que modifié dans l'Annexe Première du REPP ne devra pas être homologué avant d'y avoir incorporé les implications budgétaires des autres recommandations. Il est inutile d'attendre l'évaluation à Moyen Terme pour entamer ce processus.
13. Que l'on approuve le plan de travail du projet, mais qu'à l'avenir on tienne compte du plan de mise en exécution du projet tout entier et que l'on oriente les prochains plans dans le sens des des objectifs signalés.

3. Principaux Problèmes Soulevés

3.1 Progrès d'Ensemble du Projet

Le Rapport d'Evaluation de la Performance du Projet (REPP) indique que malgré des retards dans la mise en oeuvre du projet, notamment dans la région francophone, on jugeait satisfaisants les progrès accomplis sous la majorité des en-têtes. Mais cette déclaration ne vaut que pour la partie anglophone. On estime que le manque d'action dans la partie francophone, pour compréhensible qu'il soit, fait basculer la balance globale des progrès dans l'insatisfaction dès lors qu'on se base sur le rythme d'exécution escompté.

3.2 Rythme des activités dans la région francophone

Les délégués burundais et congolais se déclarent satisfaits du rythme de progression du projet à Bujumbura et à Uvira à dater de l'atelier de planification technique de septembre à Bujumbura. Les locaux administratifs du projet sont en passe d'être ouverts à Bujumbura. L'Officier de Liaison Scientifique aidée de ses collègues nationaux a fait le maximum d'efforts pour entamer les activités d'étude spéciale. On a insisté sur le fait qu'il fallait absolument veiller à garder le rythme afin que les pays francophones puissent rattraper les pays anglophones. On a fait remarquer que l'expérience acquise pendant les travaux accomplis dans la région anglophone faciliterait considérablement la tâche.

On a mentionné le besoin de réhabiliter et d'équiper la station d'Uvira afin qu'elle puisse devenir un centre de travaux d'études spéciales au Congo à part entière, sans avoir à dépendre de la station de Bujumbura. On a assuré à tous les membres de la réunion que même si le bureau de coordination du projet à Bujumbura gardait la suprématie administrative régionale, il n'aurait pas l'exclusivité technique et que la station d'Uvira bénéficierait d'un soutien total pour s'établir.

3.3 Ralliement National

On s'est attardé sur la question du ralliement national au projet, on s'est interrogé sur sa signification et sur la manière de le susciter à toutes les échelles, de la nationale à la rurale. On a fait remarquer que de nombreux projets FEM de ce type avaient été en butte à l'indifférence dans les phases initiales de leur réalisation, mais qu'ensuite le niveau d'intérêt avait monté en flèche une fois le projet bien engagé. Néanmoins, on a été d'avis que la prise de mesures spécifiques s'imposait pour encourager le processus.

A l'échelon national, on a recommandé de constituer des Comités de Direction Nationaux. On a suggéré de solliciter la représentation des Secrétaires d'Etat de tous les ministères concernés. Il serait laissé à l'appréciation des pays concernés d'y faire figurer l'administration locale/provinciale, le secteur privé, et les ONG. On serait assuré ainsi de gagner et de mettre en valeur l'intérêt et l'engagement des plus hautes sphères hiérarchiques. Les Groupes de Travail Nationaux informeraient

ce comité qui à son tour informerait le Comité de Direction Régional. Le PNUD/FEM a consenti à fournir des renseignements sur la composition et sur les mandats de comités semblables fonctionnant dans d'autres projets, pour aider à former les Comités de Direction Nationaux.

On a reconnu le rôle central des Groupes de Travail et des Coordinateurs Nationaux pour ce qui est de gagner le soutien des institutions exécutantes à la cause du projet. On a recommandé qu'il fallait que le Comité de Direction examine la composition et les mandats, et que le projet s'emploie à fournir toute l'aide nécessaire, dans les limites de son budget, pour soutenir la coordination nationale des activités de projet et qu'il fallait se pencher sur la question des effectifs actuels de soutien.

On a constaté les avantages qu'il y avait à organiser de temps en temps les réunions des Groupes de travail Nationaux sur les bords du lac et on a recommandé au projet de faciliter cette initiative.

Pour ce qui est d'ancrer l'engagement des collectivités rurales au projet, on a appuyé la proposition d'une analyse institutionnelle et d'un exercice d'évaluation en profondeur ainsi que recommandée par le REPP, à condition que ceux-ci se servent de la participation des divers détenteurs d'enjeux comme d'un moyen d'encourager, *inter alia*, l'intérêt et le concours des villages et des collectivités rurales et régionales.

On a soutenu de la même manière le processus destiné à mettre en place le Plan d'Action Stratégique du Lac Tanganyika ainsi que proposé dans le REPP. On a convenu qu'en attribuant des tâches spécifiques aux divers comités du projet, le Processus de Planification Stratégique mettrait en valeur l'engagement au projet des détenteurs d'enjeux principaux en les faisant participer directement aux activités de planification.

3.4 Effectifs supplémentaires à temps complet sur le terrain

On a identifié deux secteurs déficitaires en personnel de soutien à temps complet; le premier concerne les Coordinateurs et les Groupes de Travail Nationaux et le second les instructeurs/formateurs des études spéciales de Biodiversité, de Sédiments, de Pollution, de Socioéconomie et de Pratiques de Pêche.

Seules la Tanzanie et la Zambie sont intervenues à ce propos; le Congo et le Burundi ont préféré attendre le temps de réévaluer leurs besoins. On a suggéré qu'il serait peut-être possible de faire appel directement aux bureaux nationaux du PNUD pour recruter les conseillers afin de renforcer les liens entre le PNUD et le Projet. On engagerait des candidats non-rattachés aux agences gouvernementales sur offre d'emploi publiée dans la presse nationale.

Pour ce qui est des instructeurs/formateurs, on en a reconnu unanimement le besoin afin d'assurer une continuité dans les recherches des études spéciales, de renforcer la création des compétences, d'identifier les besoins de formation, d'offrir une source de

conseil et d'orientation facilement accessibles et immédiatement disponibles, et afin d'assurer la liaison efficace avec les coordinateurs du consortium et les autres consultants du projet; néanmoins on a insisté sur les compétences bilingues en français et en anglais que devraient posséder ces spécialistes et sur le fait que ces postes devraient paraître à la fois dans la presse internationale et dans celle des quatre pays riverains. Du reste, au moins un des divers spécialistes serait basé dans chacun des quatre états riverains.

3.5 Communications

Le besoin d'améliorer le réseau des communications entre les capitales et les stations lacustres est prouvé. En plus du réseau radio prévu actuellement entre les stations, la réunion a recommandé qu'on installe un poste radio capable de transmettre des données et des télécopies à Kinshasa. Ceci viendrait en plus de la ligne téléphonique qu'on a déjà l'intention d'installer pour le Coordinateur National à Kinshasa. Les communications par Email, téléphone et télécopie sont déjà possibles à Lusaka et à Mpulungu en Zambie; à Dar es Salaam et à Kigoma en Tanzanie et à Bujumbura au Burundi. L'installation de radios HF dotées de télécopieurs à Uvira et à Kinshasa compléteront le réseau de communications. On dispose aussi d'une ligne téléphonique satellite actuellement, pour communiquer avec les endroits reculés quand on est privé d'autre alternative.

3.6 Rémunération du personnel de projet

On considère que le montant des salaires et les modalités de rémunération du personnel du Projet sont des facteurs clés qui conditionnent l'attrait d'un personnel de haut niveau. Le personnel du Projet entre dans deux grandes catégories:

3.6.1 Les Fonctionnaires gouvernementaux assignés au projet à temps complet ou partiel

Conformément à la réglementation des Nations Unies, tel personnel, dont les Coordinateurs de Projet, n'est pas autorisé à percevoir des suppléments salariaux provenant directement des caisses du projet. Les charges spéciales et les heures supplémentaires liées aux activités de projet et aux *DSA* dans le cadre du travail de terrain sont majorées. Il est pratique courante pour les projets de rédiger des Protocoles d'Accord de concert avec les institutions collaboratrices et qui prescrivent le montant de l'aide apportée, à la fois financière et en nature, destinée aux activités du projet. La compensation financière concerne chacun des membres de personnel assigné au projet. On a convenu que les taux et les modalités de compensation accordés au personnel courant du projet étaient adéquats, mais que ceux qui concernaient le personnel associé à la coordination du projet étaient insuffisants, surtout à la lumière de l'excédent de travail occasionné par les attributions maintenant plus larges des Groupes de Travail Nationaux et par le soutien accru que réclament les Comités de Direction Nationaux qu'on propose.

3.6.2 Personnel provenant d'agences de consultation privées (ou consultants privés) ou d'universités

Les rémunérations dans cette catégorie sont calculées sur la base de salaires locaux en fonction des diplômes et de l'expérience des individus concernés, et on est d'avis qu'il appartient à l'UCP d'opter pour les choix les plus rentables pour le projet. Tels individus ou institutions sont engagés directement par le projet par des contrats de service normalisés ou par des Protocoles d'Accord modifiés.

Les déplacements de tout le personnel de projet sont également indemnisés quotidiennement. On a décidé que les indemnités journalières continueraient à être calculées sur la base des prix d'hébergement hôtelier convenable dans les divers centres d'activité de projet, et qu'on ferait circuler la liste complète des taux en cours. Tous les montants seront actualisés à intervalles réguliers.

3.7 *Evaluation à Moyen Terme*

On a rappelé à l'attention de la réunion que conformément aux procédures de contrôle du FEM, tous les projets FEM doivent être soumis à une Evaluation à Moyen Terme, et que compte-tenu du calendrier actuel du projet ceci devrait avoir lieu en avril 1998. Le FEM commencera à prendre les dispositions nécessaires en vue de cet événement aussi vite que possible.

3.8 *Prolongation de la durée du projet*

Les membres du projet en général, par le truchement du REPP, et les délégations francophones en particulier ont soulevé la question de la prolongation de la période du projet. On considère que ceci est nécessaire si l'on veut combler le déficit de progrès dans la région francophone surtout. Compte-tenu de l'Evaluation à Moyen Terme programmée pour avril, on a jugé bon de charger cette dernière de la décision d'opter ou non pour une prolongation et ceci sera partie intégrante du Mandat de l'évaluation.

3.9 *Budget*

Plusieurs recommandations formulées lors de l'Examen Tripartite sont chargées d'implications budgétaires surtout celles liées au personnel, aux Comités de Direction Nationaux et aux ressources supplémentaires destinées à la Coordination Nationale. On a demandé au NRI de repenser le budget afin d'y inclure ces modifications et de soumettre la proposition à UNOPS, en se basant sur le projet de révision soumis en août 1997.

3.10 *Plan de Travail Futur*

Un résumé des activités principales du projet devant être achevées entre novembre 1997 et octobre 1998 a été présenté à la réunion. Le plan de travail a été ratifié. On a décidé qu'à l'avenir toutefois, il faudrait intégrer les plans de travail partiels dans le contexte de la période du projet tout entier, et qu'il faudrait que le projet établisse des

repères d'objectifs afin de pouvoir estimer les progrès accomplis par rapport aux objectifs énoncés.

3.11 Siège du Projet

La délégation burundaise a demandé que la réunion envisage de dépêcher une mission tripartite à Bujumbura pour chercher un moyen d'installer le centre de projet au Burundi ainsi que spécifié dans le document de projet d'origine. Un porte-parole du PNUD a fait remarquer que bien que le document de projet ait prévu Bujumbura comme siège du projet, le règlement du PNUD en matière de sécurité au moment du début du projet s'y opposait. On avait convenu alors que le siège serait basé à Dar à Salaam et ceci a été reconfirmé lors de la première réunion du Comité de Direction du Projet. Son déplacement à Bujumbura par la suite, une fois la sécurité rétablie n'avait jamais été envisagé.

Appendice Première

PARTICIPANTS

BURUNDI

1. Jean Berchmans Manirakiza
Coordinateur National, Directeur Général de l'Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature.
2. Roger Kanyaru
Directeur du Département des Eaux, Pêches et Pisciculture.

CONGO

3. M. Ngamani
Sous-Directeur Général, Ministère de l'Environnement et de la Conservation de la Nature.
4. Mady Amule
Coordinateur National (Directeur - Ministère de l'Environnement et de la Conservation de la Nature)
5. Nshombo Mudherwa
Directeur du Centre de Recherche Hydrobiologique d'Uvira.

TANZANIE

6. E.K Mugurusi
Directeur, Division de l'Environnement. Bureau du Vice-Président.
7. Rawson Yonazi.
Coordinateur National. Responsable de la Division de l'Environnement.

ZAMBIE

8. Peter L Mwamfuli
Secrétaire d'Etat, Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles.
9. James Phiri
Coordinateur National, Directeur, Section d'Environnement Zambienne.
10. G. Chilukusha
Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles

PNUD

11. Amos Muchanga
Lusaka
12. Non représenté
Bujumbura
13. Non représenté
Kinshasa
14. Silvester Sisila
Dar es Salaam

UCP

15. Andrew Menz
Coordinateur du Projet

UNOPS

16. Ingolf Schuetz-Muller
Chef de Division, Division des Programmes d'Environnement, UNOPS
17. Pierre Julien
Responsable de Direction de Projet, Division des Programmes d'Environnement, UNOPS 18.

FEM

18. John Hough
Coordinateur Régional pour la Biodiversité et les Eaux Internationales, PNUD/FEM

NRI

19. Tim Bostock
Directeur de Projet RU
20. Nick Willoughby
Directeur de Projet RU
21. Nick Hodgson
Chargé de Contact - Plan d'Action Stratégique

Appendice Deuxième

Ordre du Jour

- Accueil et Bienvenue par le Chef de la Délégation
Zambienne
1. Choix d'un Président
 2. Approbation de l'Ordre du Jour
 3. Vue d'Ensemble des Progrès du Projet
 4. Exposé des Pays - Le Burundi
 5. Exposé des Pays - La Tanzanie
 6. Exposé des Pays - Le Congo
 7. Exposé des Pays - La Zambie
 8. Exposé d'UNOPS - Question Supplémentaire, Voir Article 2
 9. Exposé du PNUD - Question Supplémentaire, Voir Article 2
 10. Questions Soulevées par les Exposés
 11. Recommandations du REPP
 12. Plan de Travail du Projet 1997/98
 13. Discussion du Plan de Travail
 14. Décisions et Recommandations
 15. Clôture de la Réunion

RAF/92/G32 - LUTTE CONTRE LA POLLUTION ET AUTRES
MESURES POUR PROTEGER LA BIODIVERSITE DU LAC
TANGANYIKA

COMPTE-RENDU DE LA DEUXIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE
DIRECTION

20 janvier 1998, Lusaka, Zambie

Lieu:

La deuxième réunion du Comité de Direction du Projet a eu lieu au Centre de Conférence de Mulungushi immédiatement après l'Examen Tripartite dont on a rendu compte séparément. La liste complète des participants est donnée dans l'Appendice Première.

Article 1: Accueil et Présentations

Le chef de la Délégation Zambienne, M. P. Mwamfuli, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles, a reçu officiellement les délégués.

Article 2: Choix d'un Président

La Tanzanie a désigné le chef de la délégation zambienne à présider la Réunion du Comité de Direction. Les participants ont approuvé ce choix.

Article 3: Approbation des Questions à l'Ordre du Jour

Les participants ont pris connaissance de l'ordre du jour proposé ci-dessous et l'ont approuvé sans modifications.

Ordre du Jour de la réunion:

1. Accueil et Présentations
2. Choix d'un Président
3. Approbation de l'Ordre du Jour
4. Questions soulevées par l'Examen Tripartite
5. Plan d'Action Stratégique
 - 5.1 Vue d'ensemble
 - 5.2 Rôle du Comité de Direction
 - 5.3 Rôle des Groupes de Travail Nationaux
 - 5.4 Rôle du Comité Consultatif de Conseil Technique
6. Programme de Formation
7. Autres Questions
8. Date et lieu de la prochaine Réunion du Comité de Direction
9. Clôture.

Article 4: Questions Soulevées par l'Examen Tripartite

Les décisions et les recommandations auxquelles ont abouti l'Examen Tripartite ont été examinées une par une. Notons que le présent ne rend pas compte des questions déjà traitées par l'Examen Tripartite; pour obtenir un rapport¹ complet il faudra aussi consulter le compte rendu de la séance.

L'Examen Tripartite a recommandé que:-

4.1 Le Projet devra prendre toutes les mesures nécessaires pour que le programme d'action prévu pour la région francophone rejoigne celui de la région anglophone.

On a fait mention d'une équipe de travail à Uvira en attente d'un plan de travail détaillé. On a demandé au projet de produire un plan d'action dans les plus brefs délais. Le Coordinateur du Projet a fait remarquer que l'OLS se trouvait actuellement à Bujumbura avec l'officier technique du projet, qu'elle retournerait à Uvira pour y examiner les devis de remise en état des bâtiments du CHR, et qu'il était prévu qu'elle reparte à Bujumbura en février après son passage à Kigoma. Le Coordinateur du Projet se rendrait à Bujumbura en mars afin d'y préparer les Protocoles d'Accord etc.

Approuvé.

4.2 Les Comités de Direction Nationaux sont mis en place par les quatre pays riverains.

La discussion a tourné autour de la composition des Comités de Direction Nationaux (CDN). On a suggéré qu'il fallait solliciter la représentation des Secrétaires d'Etat de tous les ministères concernés. Chaque pays inviterait l'administration locale/provinciale, le secteur privé, et les ONG à y figurer comme il l'entendrait. On a fait remarquer que certains des Mandats destinés aux Groupes de Travail Nationaux conviendraient mieux à ce nouvel organisme. **Approuvé.**

4.3 Le rôle des Groupes de Travail Nationaux devra être renforcé par des mandats clairement définis, et par la promotion de leur participation au processus de planification.

Se reporter à la discussion de l'Article 5. **Différé.**

4.4 Une analyse institutionnelle et un exercice d'évaluation approfondis devront être réalisés conformément au Produit 5.6 du REPP

On a bien accueilli la proposition d'une analyse rigoureuse et complète du système tout entier surtout au niveau des habitants des villages et de la région. **Approuvé.**

4.5 Le projet devra adopter le processus qui aboutira au Plan d'Action Stratégique pour le Lac Tanganyika proposé sous le Produit 1.4. du REPP.

Se reporter à la discussion de l'Article 5. **Différé.**

4.6 Des instructeurs/formateurs bilingues et à temps complet devront être disponibles sur le terrain à raison d'un par domaine d'étude spéciale suivante: Socioéconomie,

Pratiques de Pêche, Etudes sur les Sédiments, Etudes sur la Pollution et Etudes sur la Biodiversité.

La mise en place de ce personnel a pour objet de garantir la consistance du contact et de la formation dans chaque domaine d'étude spéciale en fonction des besoins. Ces postes d'instructeurs/facilitateurs seront créés dans la région. La sélection des institutions nationales de proue et la détermination du rôle qu'elles joueront dans le placement et dans les activités de ce personnel a fait l'objet de longs pourparlers. On penchera vraisemblablement pour un instructeur basé dans chaque pays (avec des attributions régionales), avec peut-être un cinquième dans une capitale.

4.7 Les pays ont la possibilité de recruter des Coordinateurs Nationaux Adjoints pour décharger les Coordinateurs Nationaux. Les moyens dont disposent les activités de Coordination Régionale doivent être examinés.

Ceci a été approuvé par les délégations tanzaniennes et zambiennes. Le Burundi et le Congo souhaitent attendre de voir évoluer le programme et d'évaluer la quantité de travail s'y rapportant avant de prendre une décision. On espérait que l'un des fruits de cette réunion serait la décision d'augmenter les moyens alloués à la Coordination Nationale, cependant on a jugé pertinent de faire calculer les implications budgétaires de ceci, ainsi que celles de plusieurs autres recommandations, par le NRI/UCP et de les soumettre à l'approbation d'UNOPS. **Approuvé.**

4.8 Besoin de promouvoir les communications électroniques des capitales entre elles, et entre les capitales et les sites de terrain lacustres

On a commandé des radios CODAN HF pour Uvira, Bujumbura, Kigoma, et Mpulungu. On a attendu de vérifier que le système fonctionnerait convenablement entre toutes les stations avant d'en choisir un. Cette précaution s'est révélée nécessaire parce que le système LTR actuel ne parvient que très difficilement à relier certaines stations entre elles. On achètera un appareil supplémentaire pour Kinshasa. On va bientôt installer Email à Bujumbura, et on va étudier les besoins de Kinshasa. Si l'on ne dispose d'aucune ligne téléphonique au sol, on branchera un télécopieur sur la radio HF. **Approuvé.**

*4.9 Les taux de rémunération des consultants privés (y compris du personnel universitaire) et le montant des indemnités versées à tout le personnel n'augmenteront pas. **Approuvé.***

*4.10 L'évaluation à Moyen Terme du projet aura lieu en avril 1998. **Sans commentaire.***

*4.11 La décision d'une quelconque prolongation de la durée du projet entrera dans le cadre de l'Evaluation à Moyen Terme. **Sans commentaire.***

*4.12 Le Budget du Projet, ainsi que modifié dans l'Annexe Première du REPP, ne devra pas être homologué avant d'y avoir incorporé les implications budgétaires des autres recommandations. Il est inutile d'attendre l'évaluation à Moyen Terme pour entamer ce processus. **Approuvé.***

4.13 Que l'on approuve le plan de travail du projet mais qu'à l'avenir on tienne compte du plan de mise en exécution du projet tout entier, et qu'on oriente les prochains plans dans le sens des objectifs signalés. Sans commentaire.

Article 5: Le Plan d'Action Stratégique

5.1 M. Nick Hodgson du NRI a présenté une vue d'ensemble basée sur la description faite dans le REPP. Le Comité a ratifié le processus que l'on se propose d'adopter pour concevoir le PAS.

5.2 On a défini le rôle du Comité de Direction comme étant composé de deux fonctions - mettre le PAS sur pied avec ses interventions classées par ordre de priorité; et faciliter le rassemblement de l'information qui permettra une gestion future améliorée du lac.

5.3 On a discuté du rôle des Groupes de Travail Nationaux. Il faudra rédiger des projets de Mandats qui définiront leurs attributions par rapport aux Comités de Direction Nationaux. Il reviendra à chaque pays de définir les Mandats de son Comité de Direction National respectif en s'inspirant éventuellement de ceux déjà préparés pour les Groupes de Travail Nationaux, et de les envoyer à l'UCP afin qu'ils soient comparés et harmonisés lors de la prochaine Réunion du Comité de Direction.

5.4 Rôle du Comité Consultatif de Conseil Technique. La prochaine réunion de ce comité est prévue en avril 1998. Son objectif consistera à repenser sa propre composition ainsi que son propre Mandat à la lumière des tâches spécifiques qu'on lui a assignées dans le contexte du Processus de Planification Stratégique et de son rôle de guide scientifique des autres comités.

Article 6: Stratégie de Formation

Le Dr Nick Willoughby a communiqué une vue d'ensemble de la stratégie de formation proposée. Celle-ci a souligné à la fois les besoins de formation gestionnaire ainsi que ceux de maîtrise scientifique de haut niveau. L'exposé a fourni une analyse des différents domaines de formation disponible, mais n'a pas indiqué la nature de la formation académique complémentaire qu'on offrirait aux quatre pays.

Les pays ont souligné l'importance de la formation dispensée par le projet, mais plusieurs délégués ont exprimé leur frustration devant le manque de détails ou de propositions spécifiques de la stratégie actuelle. D'autres sont ensuite intervenus, notamment le délégué du PNUD, et ont fermement contesté le bien fondé de préparer des thèses de doctorat. Ils ont demandé qu'on évalue les besoins de création de compétences et de savoir faire et qu'on se concentre sur cet aspect immédiatement plutôt que d'impartir numériquement des places à l'université.

On a convenu de préparer un programme de formation basé sur une estimation officielle des besoins, et d'en calculer le prix de revient, sans tarder.

Article 7: Autres Questions

Le Coordinateur du projet a demandé à tous les pays de lui remettre au plus vite leurs listes de noms pour l'Atelier Légal prochain.

L'ensemble des délégués, ainsi qu'UNOPS et le PNUD ont remercié le Président d'avoir mené la réunion rondement. L'organisation et les résultats de la Réunion du Comité de Direction et de l'Examen Tripartite d'hier ont suscité l'approbation générale.

Article 8: Date et Lieu de la Prochaine Réunion du Comité de Direction

On a décidé que la prochaine RCD aurait lieu à Arusha, en Tanzanie, à la mi-juillet (on n'a pas encore fixé la date exacte).

Article 9: Clôture

Le président a remercié tous les participants et a clôturé la séance à 17 heures.

Appendice Première

PARTICIPANTS

BURUNDI

1. Jean Berchmans Manirakiza
Coordinateur National, Directeur Général de l'Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature.
2. Roger Kanyaru
Directeur du Département des Eaux, Pêches et Pisciculture.

CONGO

3. M. Ngamani
Sous-Directeur Général, Ministère de l'Environnement et de la Conservation de la Nature.
4. Mady Amule
Coordinateur National (Directeur - Ministère de l'Environnement et de la Conservation de la Nature)
5. Nshombo Mudherwa
Directeur du Centre de Recherche Hydrobiologique d'Uvira.

TANZANIE

6. E.K Mugurusi
Directeur, Division de l'Environnement. Bureau du Vice-Président.
7. Rawson Yonazi.
Coordinateur National. Responsable de la Division de l'Environnement.

ZAMBIE

8. Peter L Mwamfuli
Secrétaire d'Etat, Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles.
9. James Phiri
Coordinateur National, Directeur, Section d'Environnement Zambienne.
10. G. Chilukusha
Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles

PNUD

11. Amos Muchanga
Lusaka
12. Non représenté
Bujumbura
13. Non représenté
Kinshasa
14. Silvester Sisila
Dar es Salaam

UCP

15. Andrew Menz
Coordinateur du Projet

UNOPS

16. Ingolf Schuetz-Muller
Chef de Division, Division des Programmes d'Environnement, UNOPS
17. Pierre Julien
Responsable de Direction de Projet, Division des Programmes d'Environnement, UNOPS 18.

FEM

18. John Hough
Coordinateur Régional pour la Biodiversité et les Eaux Internationales, PNUD/FEM

NRI

19. Tim Bostock
Directeur de Projet RU
20. Nick Willoughby
Directeur de Projet RU
21. Nick Hodgson
Chargé de Contact - Plan d'Action Stratégique